

REPUBLIQUE FRANCAISE

PREFECTURE DU PAS DE CALAIS

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
ET DE LA MER DU PAS DE CALAIS**

**PROJET DE PLAN DE PREVENTION DU RISQUE INONDATION
DU BASSIN VERSANT DE LA LIANE**

ENQUETE PUBLIQUE DU 02 novembre au 10 décembre 2020

RAPPORT D'ENQUETE

Première partie

Commission d'enquête :

Président : Christian LEBON, Membres : Gérard BOUVIER, Alain LEBEK



La Liane à Pont de Briques le 28 août 2020

SOMMAIRE

I – PRESENTATION DE L'ENQUETE.

- 1.1 Objet de l'enquête publique**
- 1.2 Désignation de la commission d'enquête**
- 1.3 Modalités de l'enquête**
- 1.4 La consultation préalable à l'enquête.**

II – COMPOSITION ET CARACTERISTIQUES DU DOSSIER DE PROJET.

- 2.1 Notice explicative**
- 2.2 Note de présentation**
- 2.3 Bilan de la concertation**
- 2.4 Règlement**
- 2.5 Cartographie des aléas**
- 2.6 Cartographie des enjeux**
- 2.7 Cartographie du zonage réglementaire des communes concernées.**
- 2.8 Cartographie des hauteurs d'eaux des communes concernées.**

III – ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

- 3.1 Décision**
- 3.2 Cadre juridique**
- 3.3 Organisation**
- 3.4 Rencontres de la commission d'enquête avec le maître d'ouvrage (DDTM 62)**
- 3.5 Visites des lieux**
- 3.6 Publicité de l'enquête**
 - Les affichages légaux**
 - 3.6.1 La publication dans les journaux**
 - 3.6-2 Les autres formes de publicité**

3.7 Les permanences

Les comptes-rendus de permanence :

- **Commune de Boulogne sur Mer**
 - **Commune de Condette**
 - **Commune de Desvres (2 permanences)**
 - **Commune de Hesdigneul les Boulogne**
 - **Commune de Hesdin l'Abbé**
 - **Commune de Isques**
 - **Commune de Longfossé**
 - **Commune de Outreau**
 - **Commune de Quesques**
 - **Commune de Saint-Etienne au Mont**
 - **Commune de Saint-Léonard (3 permanences)**
 - **Commune de Samer (2 permanences)**
 - **Commune de Saint-Martin-les-Boulogne**
 - **Commune de Wirwignes**
-
- **Permanence téléphonique du 9 novembre 2020**
 - **Permanence téléphonique du 17 novembre 2020**
 - **Permanence téléphonique du 30 novembre 2020**

3-8 Bilan des auditions des maires

3.9 Autres consultations et auditions de la commission

IV – EXAMEN DES AVIS EXPRIMES.

4.1 Avis de l'Autorité Environnementale et des Personnes Publiques Associées

4.2 Avis des Conseils Municipaux et des EPCI

V – LA CONSULTATION PUBLIQUE

5.1 Relation comptable des observations

5.2 Réunion publique – Durée de l'enquête

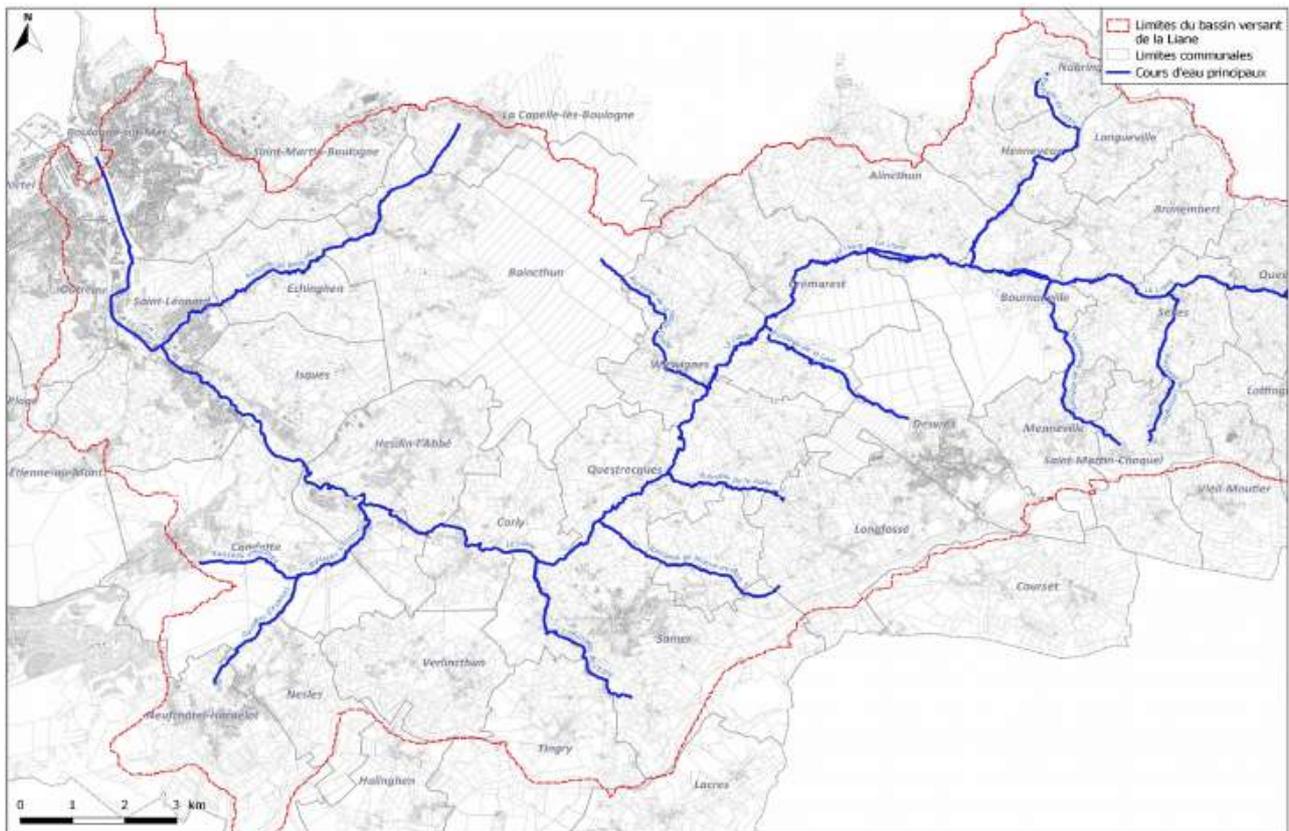
5.3 Procès-verbal de Synthèse des observations

5.4 Mémoire en réponse du MO – Avis de la commission

VI – CONCLUSION DU RAPPORT.

VII – ANNEXES

VIII - LEXIQUE



Bassin versant et réseau hydrographique principal de la Liane

Préambule

Le présent dossier d'enquête publique comporte 2 documents principaux séparés : n 1 « rapport d'enquête publique » et : n 2 « conclusions motivées et avis » .

Le document n1 (rapport d'enquête) est composé de deux parties, la seconde étant constituée du PV de synthèse, du mémoire en réponse et des avis de la commission sur ce mémoire .

Il comporte également un recueil regroupant les annexes au rapport (incluant les comptes rendus d'auditions des maires du périmètre).

L'enquête publique concerne : le projet de « Plan de Prévention des Risques naturels Inondation » (PPRI) afférent au « bassin versant de la Liane » dont les 32 communes concernées abritent une population globale de 104000 habitants.

Le maître d'ouvrage (MO) porteur du projet est la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (DDTM62) l'Autorité Administrative Organisatrice (AOE) est la préfecture du Pas-de-Calais.

I - PRESENTATION DE L'ENQUETE

1.1 objet de l'enquête publique

1-1-1 les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN) et les Plans de Prévention du Risque Inondation (PPRI)

- les plans de prévention des risques naturels (PPRN) prévisibles ont été instaurés par la loi dite « Barnier » en date du 2 février 1995 (numéro 95-101).
- Les objectifs généraux de cette loi consistent à assurer la sécurité des personnes et des biens en tenant compte des phénomènes naturels et de permettre le développement des territoires :
Réglementer l'utilisation des sols en fonction des risques auxquels ils sont exposés, allant de l'interdiction de construire à la possibilité sous condition.
Mais aussi aux aménagements ,aux utilisations et exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces cultivés ou plantés. La loi permet des possibilités d'intervention sur l'existant.

Au moyen de la maîtrise des notions suivantes :

- **la connaissance** : connaître les phénomènes susceptibles de se produire et les enjeux ainsi exposés
- **la surveillance** : anticiper l'événement pour informer et alerter (conditions météorologiques–niveau des cours d'eau par exemple)
- **l'information du citoyen** : permettre de rendre accessibles toutes les informations qui seront nécessaires afin que le citoyen devienne le premier acteur de sa propre sécurité
- **la maîtrise de l'urbanisation** : réduire au maximum l'exposition à l'aléa des enjeux nouveaux
- **Préparation aux situations d'urgence** : programmer l'organisation des secours afin de gagner du temps le moment venu
- **le retour d'expérience** : consiste à tirer les enseignements des événements passés.

La définition des mesures de prévention, de protection, de sauvegarde, qui en résulte s'impose aux collectivités et aux particuliers.

- L'objectif consiste à délimiter un zonage susceptible d'être exposé à un risque mais également un zonage non directement exposé à ce risque mais où les utilisations du sol pourraient aggraver ledit risque. Enfin l'objectif consiste également à définir les mesures à appliquer dans ces zones.

In fine : mieux connaître le phénomène naturel et ses incidences, assurer une surveillance du phénomène quand cela est possible, sensibiliser et informer la population sur le risque et les moyens de s'en protéger, et prendre le risque en compte dans le décisionnel d'aménagement qui sera adapté et protégé.

- Un plan de prévention des risques naturels peut-être mono ou multirisques.

1-1-2 Le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) du bassin versant de la liane

- Les plans de prévention des risques naturels relèvent de la responsabilité de l'État, ils sont élaborés et mis en œuvre en procédure décentralisée par le département (article R662–1et 2 du code de l'environnement). Ils font l'objet d'un arrêté préfectoral

- ***Le risque majeur est considéré comme le résultat du croisement de l'aléa et des enjeux***

l'aléa : c'est le phénomène considéré : dans le cas considéré du bassin de la Liane : il s'agit d'inondation par débordement du fleuve et de ses affluents ainsi que du ruissellement issu des coteaux du bassin versant : vecteurs du risque.

La probabilité d'occurrence (appelé également « période de retour ») elle peut-être décennale, vicinale, ou centennale.

Pour l'étude relative au projet de modification du plan de prévention du risque inondation (PPRI) de la Liane : l'événement de référence retenu (en l'absence d'éléments historiques suffisamment documentés d'occurrence supérieure), sera : une pluie d'occurrence centennale (1 % de probabilité sur une année, 26 % sur 30 années en continu et 63 % sur 100 années en continu).

les enjeux :

objectifs :

- interdire les constructions futures dans les zones exposées au risque
- préserver les zones d'expansion de crue

- réduire la vulnérabilité des constructions existantes et futures en zone réglementée

Les constructions :

il s'agit des constructions et des activités développées sur le territoire concerné (habitat et activités économiques notamment). En ce qui concerne le PPRI de la Liane, 2 secteurs seront identifiés et différenciés :

- les espaces urbanisés (EU) espaces bâtis plus ou moins denses, espaces urbains étendus

- les espaces non urbanisés (ENU) : tous les espaces non classés en espace EU : (notamment zones naturelles et agricoles, friches non bâties, ou bâti isolé.)

Agir sur le risque consiste donc à agir sur l'aléa en le définissant et en essayant de le limiter ainsi que sur les enjeux en régulant leur nombre ou leur vulnérabilité

- la gestion des risques naturels majeurs a pour objectif principal d'assurer la sécurité des personnes et des biens dans les territoires exposés.

En conséquence les grands principes de prévention appliqués pour l'élaboration du zonage et du règlement du PPRI, sont :

- ne pas augmenter le risque, au moyen de l'interdiction de toute nouvelle construction dans les zones les plus exposées au risque.
- Préserver les zones d'accumulation et d'écoulement actuelles afin de ne pas aggraver l'impact des inondations.
- En ce qui concerne les zones déjà aménagées : réduire la vulnérabilité de l'existant et des constructions futures vis-à-vis du risque inondation identifié.

Cette gestion repose sur 4 principes principaux :

- la connaissance et l'information sur le risque : il s'agit d'une information préventive ayant pour objectif d'informer et de responsabiliser le citoyen.
- la prévention dont l'objectif consiste à limiter les enjeux dans les zones soumises aux phénomènes naturels et à ne pas aggraver l'aléa concerné. Elle repose sur la connaissance des phénomènes physiques elle passe par la maîtrise de l'urbanisation et le rôle principal du plan de prévention des risques
- la gestion de crise : la gestion de crise passe par la mise en place de procédures d'alerte et de mesures temporaires prises pour réduire les conséquences (évacuation par exemple) mais également la préparation de cette gestion de catastrophe par une organisation prévisionnelle des secours (plans ORSEC)
- la protection : son objectif est de limiter les conséquences du phénomène naturel sur les personnes et les biens à travers travaux et réduction de la vulnérabilité.

Le rôle des collectivités

- au même titre que l'État les maires et les organes délibérants de structures intercommunales ont le devoir d'information de leurs administrés . À ce titre ils doivent réaliser (ou mettre à jour), après signature de l'arrêté instaurant un PPRn , Le Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) , ainsi que mettre en place des actions de communication bisannuelles sur le thème (article L 125 62 du code de l'Environnement) concerné.
- Ils doivent également maîtriser l'occupation des sols, mis en cohérence avec les risques identifiés par le PPRi, au travers l'élaboration des PLU/PLUi.
- Par ailleurs le maire (ou l'ECPI) est le premier responsable de la gestion de crise (organisation des secours) sur sa commune ou son territoire. À ce titre il doit, dès signature de l'arrêté du PPRi , mettre en place dans les 2 ans (ou mettre à jour si existant) un plan communal de sauvegarde (PCS) ou intercommunal de sauvegarde (PICS) en application de la loi 2004-811 du 13 août 2004 et du décret 2005-1156 du 13 septembre 2005. Ce plan est destiné à la préparation et la formation, ainsi qu'à la mise en place des dispositions nécessaires aux opérations d'organisation et d'outils techniques pour faire face à la crise. Ils procèdent également à la pose des « repères de crue », prévus par le PAPI.

le rôle de l'État

- l'État doit assurer « l'organisation de la surveillance, de la prévision et de la transmission de l'information sur les crues » (article 564-1 du code de l'Environnement), notamment dans le cadre d'un PPR I.
- l'État représenté par le préfet, est tenu par ailleurs d'informer les élus et les citoyens des risques dont il a connaissance.
- l'Etat doit initier et prescrire les PPRi à l'échelon départemental

L'ensemble de ces éléments est traduit dans un document réglementaire annexé aux documents d'urbanisme de la commune **et ayant valeur de servitudes d'utilisation d'utilité publique il s'agit d'un plan de prévention du risque inondation (PPRi)** relevant de la compétence de l'État et document de référence du dispositif de prévention.

Le plan de prévention des risques naturels inondation (PPRi) a pour objectif premier de limiter les risques pour la vie humaine puis les biens et les activités.

Il est réalisé par les services de l'État et informe sur le risque encouru , les moyens de s'en prémunir et il permet d'orienter les choix d'aménagement sur les secteurs exposés (ou peu exposés).

Le rôle du particulier :

Il doit respecter ,sous peine d'engagement de sa responsabilité, les conditions découlant du PPRI approuvé.

En outre il doit :

établir un plan familial de mise en sûreté

informer les éventuels acquéreurs ou locataires

informer son assurance de garantie contre les catastrophes naturelles ,de sa situation au regard des dispositions de l'article L 125 du code des assurances.

Par ailleurs , après approbation du PPRI, et sous conditions, il peut prétendre aux mesures financées par les fonds de prévention des risques naturels majeurs (dit « fonds Barnier »).

Dans ce cadre, le PPRI du bassin versant la Liane , objet de la présente enquête, a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 17 juillet 2019 portant prescription de la révision du plan de prévention du risque inondation (PPRI) du bassin versant de la Liane.

Les risques pris en compte concernent ceux liés aux débordements du cours de la Liane et de ses affluents ainsi qu'aux ruissellements sur les coteaux du bassin versant de la Liane exposés à l'aléa de référence.

- Cet Arrêté concerne 32 communes du bassin versant de la Liane :

Alincthun, Baincthun, Boulogne-sur-Mer, Bournonville, Brunembert, Carly, Condette, Crémarest, Desvres, Echinghen, Henneveux , Hesdigneul-les-Boulogne , Hesdin-l'Abbé , Iisques , Longfossé, Lottinghen, Menneville ,Nesles, Outreau, Quesques, Questrecques , Saint-Étienne -au- Mont, Saint-Léonard, Saint-Martin Choquel,, Saint-Martin Boulogne, Samer, Selles,

Tingry ,Verlincthun, Vieil-Moutier, Wierre -au -Bois, Wirwignies .

- Le Bassin versant de la liane avait fait l'objet d'un premier PPRI approuvé en 1999 concernant 13 communes. Il a été modifié le 21 juillet 2004 suite à plusieurs épisodes d'inondation et fait l'objet d'une révision de nature à intégrer l'ensemble des communes du bassin versant mais également les inondations par débordement des affluents du fleuve ainsi que par ruissellement.

Dans le cadre de l'étude commune PAPI/PPRi ,38 communes ont alors été concernées par le périmètre d'étude du PPRI de la Liane.

Considérant les études hydrauliques préalables à la révision du plan de prévention des risques inondation menés depuis 2016 par le bureau d'études « Prolog Ingénierie » à la demande de la direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais (DDTM62) , l'arrêté de prescription du 16 février 1999 a été abrogé et un nouvel arrêté en date du 17 juillet 2019 portant révision du PPRI du bassin versant de la Liane sur les 32 communes susvisées ,promulgué.

1-1-3 L'environnement naturel lié au Plan de Prévention des Risques Inondation de la Liane

- la Liane est un fleuve côtier se jetant dans la Manche à Boulogne-sur-Mer. D'une longueur de 36,7 km il prend sa source à une altitude de 101 mètres dans la région de Desvres. S'écoulant d'est en ouest, Il bénéficie de la contribution de 13 affluents principaux sur ses deux rives.
- La Liane traverse directement 19 communes sur les 32 du périmètre du PPRI . Le bassin versant de la Liane se situe au sud des bassins versants de la Slack (153 km²) et du Wimereux (77 km²).

Un bassin versant fortement influencé par sa géographie et la pluviométrie en découlant : en effet le bassin versant de la Liane est situé intégralement au sein de la « boutonnière du boulonnais ».

Sur le plan de la géomorphologie structurale : « une boutonnière » se présente comme une cuvette ou dépression topographique bordée de « cuestas » (ou lignes de côtes). L'ensemble ayant été formé par l'érosion d'une partie haute anticlinale et par suite la création, par évidement, d'une « inversion de relief. » en cuvette.

Ainsi la Liane coule dans un fond de vallée relativement plat, mais son bassin versant présente des coteaux marqués dès la région de Samer, entourant la dépression de la « boutonnière » essentiellement à l'est et au sud de cette dernière.

Il en résulte une incidence directe sur les conditions météorologiques locales qui présentent des vents dominants de sud-ouest à ouest chargés d'humidité maritime se heurtant aux reliefs de « Cuesta » à l'est et au sud de la vallée ou ils génèrent les précipitations. À titre d'illustration on relève plus de 1000 mm de pluie annuelle à la hauteur de Desvres contre 600mm en moyenne à la hauteur de Boulogne-sur-Mer à l'estuaire.

- **Il en résulte des conséquences hydrologiques particulières :**

Les affluents de versants à la hauteur contrastée, présentent en cas de fortes précipitations un débit parfois torrentiel et un déséquilibre de la répartition spatiale des précipitations.

En effet malgré des précipitations annuelles homogènes sur l'ensemble du bassin, on constate sur cette zone de fortes précipitations récurrentes survenant essentiellement en automne et débuts d'hiver (période de novembre à janvier). Ces dernières présentent une différenciation marquée entre la zone côtière, sans relief « barrage », relativement peu arrosée et la partie amont de la vallée au potentiel « ruisselant » nettement plus marqué avec des affluents aux fluctuations saisonnières remarquables.

Ces précipitations sont constatées principalement entre septembre et mars (70 % du total), et se présentent essentiellement sous la forme de fortes averses pouvant durer plusieurs heures en continu avec un temps de réponse de 6 à 10 heures et ainsi engendrer une lame d'eau trop rapide pour que le « rôle tampon » et d'infiltration du fleuve (échanges entre la nappe et le fleuve) soit efficient malgré l'influence bénéfique des zones d'expansion naturelles ou de forêts existantes.

Ainsi ces conditions géographiques et hydrauliques engendrent des crues pouvant être très importantes pour un fleuve aussi court.

- Sur le plan des paysages, la vallée de la Liane et de son bassin versant présente globalement un aspect rural (80 % de la surface du territoire apparaît en prairie, culture, bocage ou forêts (comme celles de Desvres ou de Boulogne). Seule la partie aval de la vallée, autour de l'estuaire, présente avec l'agglomération boulonnaise une

zone fortement urbanisée.

- on peut distinguer différents secteurs topographiquement distincts sur l'ensemble du bassin versant de la Liane :
- la partie amont du bassin présente de fortes déclivités ajoutées à un usage agricole marqué du territoire, facteurs engendrant un fort potentiel de ruissellement
- la partie médiane du fleuve : globalement peu encaissée et présentant des zones naturelles favorables à l'expansion de crues , et donc mobilisables pour des occurrences à faible période de retour
- la partie aval et de l'estuaire présente une zone d'occupation des sols fortement artificialisée de type urbain accompagnée de pentes moyennes à fortes soumises donc à un ruissellement accru sans zones d'expansion naturelle d'importance. Elle concerne les communes de Boulogne-sur-Mer, Saint-Léonard, du centre bourg de Condette ainsi que la commune de Echingen.
- Enfin le secteur des communes de Bournonville et de Baincthun, présente la particularité d'être environné de pentes importantes mais également de forêts domaniales favorables au ralentissement du ruissellement.

Au bilan :

Le bassin versant de la liane apparaît globalement comme fortement exposé au risque naturel « inondation par débordement des cours d'eau et au ruissellement » (parfois aggravé dans certains cas par l'influence des nappes)

Il convient de noter que seules les inondations par débordement de cours d'eau et par ruissellement font l'objet du présent projet de PPRI (en effet la submersion marine putative est traitée par le plan de prévention des risques littoraux du bouloonnais : PPRL) .

La problématique inondation du bassin de la Liane est illustrée par le nombre d'arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle , pris depuis la mise en vigueur du dispositif instauré par la loi.

La majorité des communes du territoire ont été au moins une fois concernées par un tel phénomène .La réalisation d'un inventaire de ces phénomènes permet de

contribuer à la définition du fonctionnement hydraulique du bassin versant en cas d'événement pluvieux marqués.

Les principaux désordres remarquables ont été relevés:

- en novembre 2012 : 22 communes ayant bénéficiées d'un arrêté catastrophe naturelle
- en novembre 2009 : 7 communes ont bénéficiées d'un arrêté catastrophe naturelle
- . En novembre 2016 (Hesdigneul- les- Boulogne)

Ainsi que l'épisode notable de novembre 2019 ayant impacté de nombreuses communes du périmètre

1.2 désignation de la commission d'enquête

Par décision numéro E20000042/59 du 10 juillet 2020, Monsieur le président du Tribunal Administratif de Lille, (en suite d'un courrier adressé par Monsieur le préfet du Pas-de-Calais en date du 30 juin 2020) décide de la constitution d'une commission d'enquête relative au projet de Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) afférent au bassin versant de la Liane.

Cette Commission d'enquête est composée comme suit :

Président : Monsieur Christian Lebon

Membres titulaires : Monsieur Gérard Bouvier et Monsieur Alain Lebek

En application de l'article R 123-5 du code de l'environnement ,les commissaires-enquêteur susvisés ont attesté sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel ou en raison de leur fonction, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou de contrôle de l'opération soumise à enquête au sens dispositions dudit article.

1.3 modalités de l'enquête

L'Arrêté préfectoral signé par Monsieur le préfet du Pas-de-Calais en date du 1 octobre 2020 porte ouverture « d'une enquête publique sur le projet de plan de prévention du risque inondation du bassin versant de la Liane »
Il comporte :

- la liste des 32 communes du périmètre
- la durée de l'enquête : soit 39 jours consécutifs du lundi 2 novembre 2020 au jeudi 10 décembre 2020 inclus
- la décision du 3 juillet 2020 du Président du tribunal administratif de Lille nommant une commission d'enquête composée comme suit :
Président : Monsieur Christian Lebon
Membres titulaires : Messieurs Gérard Bouvier et Alain Lebek
- la désignation des lieux où sera déposée pendant toute la durée de l'enquête publique le dossier d'enquête complet en version papier. : Mairies de Saint-Léonard (siège de l'enquête publique) , Quesques, Saint Martin- les- Boulogne, Boulogne-sur-Mer, Samer, Saint-Etienne-au Mont- ,Longfossé, Isques, Outreau, Hesdin-l'Abbé, Condette, Wirwignes ; Hesdigneul - les- Boulogne, Desvres, , sous préfecture de Boulogne-sur-Mer

- il indique que l'ensemble des autres communes concernées par le projet disposeront d'une version dématérialisée du dossier pour mise à disposition du public dans les mêmes conditions de durée.
- Le public pourra ,pendant la période mentionnée , prendre connaissance du dossier dans les mairies aux jours et heures habituelles d'ouverture au public, ainsi qu'à la préfecture du Pas-de-Calais (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial- bureau des installations classées de l'utilité publique et de l'environnement- section utilité publique) et en sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer.
- le dossier d'enquête publique sera également consultable : sur le site Internet des services de l'État dans le pas de Calais à l'adresse suivante : <https://www.pas-de-calais.gouv.fr/politiques-publiques/prevention-des-risques-majeurs/plan-de-prevention-des-risques/PPRN-inondation-en-cours/PPRN-de-la-liane>.

Ainsi que sur le site numérique à l'adresse suivante :
<https://www.registre-numerique.fr/ppri-de-la-liane>.

- Un poste informatique sera mis à disposition des personnes qui souhaitent consulter le dossier en préfecture du Pas-de-Calais aux jours et heures habituelles d'ouverture au public.
- Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations aux dates heures et lieux suivants :
- en mairie de Saint-Léonard lundi 2 novembre 2020 9 heures à 12 heures
- en mairie de Quesques le mardi 3 novembre 2020 de 14 heures à 16 heures
- en mairie de Saint Martin les Boulogne le mercredi 4 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Boulogne-sur-Mer le samedi 7 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
- en mairie de Samer le jeudi 12 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Saint-Etienne au Mont le jeudi 12 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures

- en mairie de Longfossé le jeudi 12 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
- en mairie de Isques le samedi 14 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
- en mairie d'Outreau lundi 16 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Hesdin L'Abbé le jeudi 19 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
- en mairie de Condette le jeudi 26 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Wirwignes le vendredi 27 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Saint-Léonard le jeudi 3 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Hesdigneuil- les- Boulogne le mercredi 2 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Desvres le vendredi 4 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Saint-Léonard le jeudi 10 décembre 2020 14 heures à 17 heures
- en mairie de Desvres le jeudi 10 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
- en mairie de Samer le jeudi 10 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures.

En outre compte tenu du contexte sanitaire , 3 permanences téléphoniques se tiendront les lundis 9 novembre 2020 de 14 à 17 heures, mardi 17 novembre de 9 heures à 12 heures et lundi 30 novembre de 14 heures à 17 heures.

Ainsi , pendant la durée de l'enquête publique, le public peut faire connaître ses observations et propositions :

- soit en consignnant directement sur le registre d'enquête ouvert à cet effet dans les mairies susvisées

- . soit en exposant oralement ses contributions à la commission d'enquête durant les sessions de permanences téléphoniques précisées par l'arrêté préfectoral,
- . soit par courrier adressé à l'attention du président de la commission d'enquête en mairie de Saint-Léonard (place Charles-de-Gaulle 62360 Saint-Léonard)
- soit en les adressant par courrier électronique au président de la commission d'enquête à l'adresse électronique désignée dans l'arrêté
- soit les consignant sur le registre numérique accessible à l'adresse électronique désignée dans l'arrêté.

1.4 la consultation préalable à l'enquête

1.4.1 Préambule :

Contexte juridique :

Le recours à la concertation dans l'élaboration des Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN) est une obligation réglementaire prévue par les décrets 95-1089 du 5 octobre 1995 et 2005-3 du 4 janvier 2005 relatifs aux dits PPRN.

Ce dernier décret prévoit que l'arrêté prescrivant l'établissement d'un PPRN définit les modalités de concertation relatives à l'établissement de ce projet. C'est le cas de l'article 7 de l'arrêté de Monsieur le Préfet du Pas de Calais du 17 juillet 2019 qui prévoit que des réunions de travail seront organisées :

- pendant l'élaboration du PPRI avec pour objet la présentation des objectifs de prévention et du dossier de plan,
- avant consultations officielles avec pour objet la présentation du plan enrichi, le cas échéant, des remarques issues du territoire,
- après enquête publique, le projet de plan finalisé sera présenté aux acteurs du territoire.

Objectifs de la concertation :

Elle a pour objectif de consulter l'ensemble des services de l'Etat intéressés, des maires des communes du secteur d'étude, les intercommunalités, les autres acteurs institutionnels intéressés, durant la phase d'élaboration du PPRN.

Elle a pour objectif d'informer la population du contenu du PPRN et de leur

permettre d'exprimer leur avis sur ce contenu.

Elle permet notamment aux élus locaux :

- d'être informés dès la prescription du plan et le long de l'élaboration du projet,
- d'émettre des observations et des remarques sur les cartographies d'études grâce à leur connaissance du terrain et des événements qui s'y sont produits,
- d'informer leurs administrés et de leur permettre de réagir sur le projet,
- de débattre des solutions alternatives d'aménagement dans une optique de développement durable,
- d'adhérer au projet et de se l'approprier,
- d'engager une réflexion sur les travaux de protection à réaliser, sur la gestion des risques en cas de catastrophe naturelle (mise en place d'un plan communal de sauvegarde,...).

Le PPRI de la Liane :

La concertation relative à l'élaboration d'un PPRI sur le bassin versant de la Liane a débuté en mars 2014 avec les acteurs du territoire, dans le cadre de l'étude hydrologique et hydraulique sur les bassins versants du Boulonnais (Liane, Wimereux et Slack). Cette étude devait permettre d'actualiser les connaissances.

L'Etat et le SYMSAGEB (Syndicat Mixte pour le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Boulonnais) se sont associés en mai 2016 pour élaborer sur la base d'un diagnostic territorial commun, d'une part les stratégies et plans d'action du PAPI (Plan d'Actions et de Prévention des Inondations) complet du Boulonnais, et d'autre part à réengager les démarches d'élaboration ou de révision des PPRI de la Liane et du Wimereux.

1.4.2 Concertations préalables :

Concertation avec le comité technique :

Rôle et composition :

Le COTEC, piloté par la DDTM du Pas de Calais, est composé des représentants institutionnels et autres, invités en fonction de leur connaissance propre du territoire et de la méthodologie.

Les objectifs du COTEC sont :

- le contrôle et la critique de la méthodologie, l'apport d'expérience et l'avis technique,

- la coordination des politiques des différents services de l'Etat,
- la validation et la correction des documents et les orientations en amont du comité technique de concertation (COCON).

Le COTEC se compose de :

- la DDTM du Pas de Calais,
- le BE PROLOG INGENIERIE,
- la DREAL des Hauts de France,
- l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,
- le Conseil Départemental du Pas de Calais,
- la Région des Hauts de France,
- le Syndicat Mixte pour le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Boulonnais,
- la Commission Locale de l'Eau du SAGE du Boulonnais,
- le Pôle Métropolitain Côte d'Opale (PMCO),
- la chambre d'agriculture des Hauts de France,
- l'Agence d'Urbanisme (BDCO),

- la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB),
- la Communauté de communes de Desvres-Samer (CCDS),
- la Communauté de communes de la Terre des Deux Caps (CCT2C).

Les réunions du COTEC :

La concertation s'est déroulée pendant toute la phase d'élaboration du projet, depuis le démarrage des études hydrauliques sur les bassins versants du boulonnais en mars 2014.

Les COTEC ont été organisés aux différentes phases de l'élaboration des documents. Lors de ces réunions, un diaporama a été présenté et les documents d'études ont été transmis pour avis aux membres du Comité.

Le COTEC s'est réuni à onze (11) reprises : 3 réunions en 2014, une en 2015, deux en 2016, trois en 2017 et deux en 2018.

Les réunions du COTEC ont porté sur :

- l'étude hydraulique et hydrologique sur les bassins versants du Boulonnais (18 mars, 25 août et 26 novembre 2014, 9 mars 2015),
- les PAPI/PPR – Diagnostic territorial (24 mai et 22 novembre 2016, 7 février, 30 mars et 20 juin 2017),
- le PPRI (les 19 septembre et 13 novembre 2018).

Les ordres du jour des réunions sont repris dans le dossier soumis à enquête

publique (document : consultations officielles, § 1.2.a) ainsi que les comptes rendus de ces réunions (annexes du document cité).

1.4.3 Concertation avec les collectivités :

La concertation avec les collectivités permet :

- d'informer sur l'avancée de l'étude et sur les dispositifs de gestion du risque,
- de présenter et d'échanger sur les hypothèses de travail,
- de présenter et d'échanger sur les résultats obtenus,
- de valider in fine l'étape.

Composition du Comité de CONcertation (COCON) et des commissions géographiques :

- la DDTM 62,
- la DREAL des Hauts de France,
- la Sous-préfecture de Boulogne sur Mer,
- l'Agence de l'Eau Artois-Picardie,

- le Conseil Départemental du Pas de Calais,
- la Région des Hauts de France,
- le SYMSAGEB,
- la CLE du SAGE du Boulonnais,
- le Pôle Métropolitain Côte d'Opale (PMCO),
- la Chambre d'Agriculture des Hauts de France,
- l'Agence d'Urbanisme (BDCO),
- le Parc Naturel Régional des Caps et Marais d'Opale,
- le Parc Naturel Marin,
- la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (CAB),
- la Communauté de communes de Desvres-Samer,
- la Communauté de Communes de la Terre des Deux Caps (CCT2C),
- la Communauté de Communes Pays d'Opale (CCOP),
- le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas de Calais,
- les Communes du bassin versant de la Liane et du Wimereux.

Les commissions géographiques sont des comités restreints, regroupant les maires et les intercommunalités du secteur d'étude, lors d'une phase de validation des étapes intermédiaires en associant le territoire à la production des documents.

Les membres des commissions géographiques sont les suivants :

- la DDTM 62,
- la Communauté de Communes Desvres-Samer,

- la Communauté d'Agglomération du Boulonnais,
- la Communauté de Communes de la Terre des Deux Caps,
- la Communauté de Communes Pays d'Opale,
- les communes du bassin versant de la Liane et du Wimereux,
- le SYMSAGEB,
- l'Agence d'Urbanisme.

Les réunions de concertation :

La concertation avec les collectivités s'est déroulée pendant toute la phase d'élaboration du projet et ce depuis le démarrage des études hydrauliques sur le bassin versant de la Liane et du Wimereux en septembre 2014.

Les COCON ont été organisés aux différentes phases de l'élaboration des documents. Lors de ces réunions un diaporama a été présenté et les documents d'études ont été transmis pour avis aux membres du Comité de Concertation.

Le COCON s'est réuni à 6 reprises : deux réunions en 2014, une en 2015, en 2018 , en 2019 et en 2020.

Les Commissions géographiques se sont réunies à 10 reprises : deux réunions en 2016, trois en 2017, trois en 2018 et deux en 2019.

Les réunions du COCON ont porté sur :

- l'étude hydraulique et hydrologique sur les bassins versants du Boulonnais (4 septembre et 3 décembre 2014, 14 septembre 2015),
- la concertation PPRI (4 avril 2018 et 5 février 2019).

Les réunions des commissions géographiques ont porté sur :

- la concertation PAPI/PPR - Diagnostic Territorial (15 et 16 juin 2016 sur les événements historiques, 6 et 7 avril 2017 présentation des aléas de référence),
- la concertation PPRI (novembre 2017 et 23-24 janvier 2018 sur les enjeux, 9 et 10 janvier 2019 sur le règlement et le zonage réglementaire).

Les ordres du jour des réunions sont repris dans le dossier soumis à enquête publique (document :consultations officielles, § 1.2.a) ainsi que les comptes rendus de ces réunions (annexes du document cité).

Les questions posées lors des réunions des COCON et des Commissions Géographiques ainsi que les réponses de la DDTM 62 et/ou du BE PROLOG INGENIERIE sont reprises dans le document - Bilan de la Concertation - de manière synthétique (pages 10 à 23 du document du dossier d'enquête publique).

Suite aux élections des conseils municipaux, en mars et juin 2020, (plusieurs communes ayant connu un changement de majorité), une réunion de présentation des PPRI de la Liane et du Wimereux a été organisée par la sous-préfecture de Boulogne-sur-Mer le 7 septembre 2020 (voir en annexe).

1.4.4 Concertation avec le Club des Entreprises de la Zone Industrielle de la Liane :

Une réunion a été organisée, à la demande du Club des Entreprises, le 28 octobre 2019 en sous-préfecture de Boulogne sur Mer. Le Club a souhaité être informé sur la procédure de révision en cours du PPRI de la Liane.

Participaient à cette réunion les représentants des entreprises, les élus concernés (Boulogne sur Mer, Outreau, Saint-Léonard, CAB), la DDTM 62.

Le compte rendu de cette réunion est annexé au document Bilan de la Concertation (pages 23 et 24) du dossier d'enquête publique.

1.4.5 Concertation avec la population :

Les objectifs de la consultation de la population sont :

- de l'informer de l'avancée de l'étude et sur les dispositifs de gestion du risque,
- de répondre aux interrogations formulées,

- d'améliorer in fine la culture du risque.

Les réunions publiques des 19 et 20 juin 2018:

Les réunions se sont tenues le 19 juin 2018 à la salle des fêtes de Desvres et le 20 juin 2018 à la salle du Conseil de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais à Boulogne sur Mer.

Ces réunions ont permis de présenter aux habitants des bassins versants le projet de PPRI et notamment la cartographie des aléas avec pour ordre du jour :

- un territoire vulnérable au risque d'inondation,
- un risque géré par tous les acteurs du territoire,
- un risque clairement identifié,
- la concertation avec les communes et les prochaines étapes,
- foire aux questions.

La DDTM 62 et le BE PROLOG INGENIERIE ont répondu aux différentes

questions des personnes présentes.

Les comptes-rendus de ces réunions sont annexés au document Bilan de la Concertation du dossier d'enquête publique (annexe 20).

Bien qu'annoncées dans les comptes-rendus (annexe 20), aucune autre réunion publique n'a été tenue par le maître d'ouvrage.

Plaquettes de communication :

Deux plaquettes de communication ont été élaborées. Elles font partie du dossier d'enquête et ont été distribuées lors des réunions publiques.

Aucune autre distribution n'a été effectuée à destination du public.

Site internet :

Sont publiés sur le site internet de la Préfecture du Pas de Calais :

- les rapports d'étude et la cartographie des aléas et des événements historiques,
- les présentations, supports et comptes rendus des réunions avec les collectivités et le public
- les documents soumis aux consultations officielles ainsi qu'à l'enquête publique.

Ces documents sont téléchargeables et accessibles à tous.

Devraient être publiés, sur le même site, le rapport et les conclusions de la présente enquête publique.

1.4.6 Consultations officielles :

Conformément aux dispositions de l'article R 562-7 du Code de l'Environnement, le projet de PPRI est soumis à l'avis des conseils municipaux des 32 communes concernées et aux organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme dont le territoire est couvert, en tout ou partie, par le plan.

Entités consultées pour avis :

Le dossier, dans sa version numérique (CD), a été transmis aux Conseils Municipaux des 32 communes, ainsi qu'aux EPCI suivants :

- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du

Boulonnais,

- Monsieur le Président de la Communauté de Communes Desvres-Samer,
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes des deux Caps,
- Monsieur le Président de la Communauté de Communes Pas d'Opale,
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte du ScoT des deux Caps
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte du SCoT du Boulonnais,
- Monsieur le Président du Syndicat Mixte du ScoT du Calaisis,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas de Calais,
- Monsieur le Président du Conseil Régional de Hauts de France,
- Monsieur le Président du Centre National de la Propriété Forestière Nord-Picardie,
- Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture des Hauts de France.

Entités consultées pour information :

Le dossier dans sa version numérique (CD) a été transmis aux organismes suivants :

- Monsieur le Sous-Préfet de Boulogne sur Mer,
 - Services de la Préfecture : SIDPC et DCPAT/BICUPE,
 - DREAL Hauts de France,
 - DTTM 62 : Coordination Territoriale Côte d'Opale, Délégation à la Mer et au Littoral, Service de l'Environnement, Service Urbanisme et Aménagement,
 - Agence de l'Eau,
 - Agence Française de la Biodiversité,
 - Agence de l'Urbanisme Boulogne Développement Côte d'Opale,
 - Chambre de Commerce et de l'Industrie de la Côte d'Opale,
 - Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
 - Pôle Métropolitain de la Côte d'Opale,
 - SAGE du Boulonnais : CLE et EPTB,
 - Service Départemental d'Incendie et de Secours,
 - Parc Naturel Régional des Caps et des Marais d'Opale,
 - Conservatoire des Sites Naturels du Nord-Pas de Calais,
 - Conservatoire du littoral,
 - Association des Maires du Pas de Calais,
 - Association des Architectes des Bâtiments de France,
 - Monsieur le Président de l'Association Saint Léo Hors d'Eaux,
 - Monsieur le Président du Club d'Entreprises « Liane Entreprises »,
 - Fédération des Chasseurs du Pas de Calais,
 - Fédération du Pas de Calais pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques,
 - Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, SNCF.

- Fédération des Conseils d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement du Pas de Calais,
- Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du pas de Calais,
- Université du Littoral Côte d'Opale,
- Météo-France.

II – COMPOSITION ET CARACTERISTIQUES DU DOSSIER DE PROJET

La composition du dossier d'enquête publique ainsi que la liste des pièces à fournir pour les enquêtes publiques relatives aux PPRI, sont définies par les articles R562-3 et L562-8 du code de l'environnement.

2.1 Notice explicative

arrêté préfectoral de prescription du PPRI du bassin versant de la Liane en date du 17 juillet 2019.

Décision de non soumission à évaluation environnementale du PPRI de la liane.

Plaquettes de présentation

- présentation du zonage
- présentation des aléas

2.2 Note de présentation

S'analysant comme suit :

la gestion du risque

1 préambule

2 un processus global porté par l'ensemble des acteurs du territoire

- les principes de la gestion des risques naturels
- le citoyen
- les collectivités
- l'État
- responsabilités

3 un outil de gestion du risque : le Plan de Prévention des Risques Naturels

- les objectifs du PPRN
- pourquoi un PPRN de la vallée de la Liane
- le périmètre de l'arrêté de prescription

- contenu d'un PPRN

Documents réglementaires

Documents informatifs

- les modalités d'association et de concertation
- les implications d'un PPRN
- L'accès au fond prévention des risques naturels majeurs ou fonds Barnier
- le citoyen
- la collectivité
- l'État
- informations en matière d'assurance

Éléments de contexte et secteur géographique concerné

1 *contexte local et présentation du territoire*

- définition du territoire d'étude
- bassin versant et hydrographique
- topographie et occupation du sol
- géologie et hydrogéologie
- climat

2 *la problématique des inondations sur le territoire*

- le risque d'inondation par débordement et par ruissellement
- les événements historiques
- les raisons d'une étude historique
- entretenir la mémoire du risque
- localiser les sites à risques connaître le fonctionnement hydraulique du bassin versant
- déterminer l'année de référence
- les principaux événements marquants

élaboration du PPR inondation de la vallée de la liane

1 *présentation de la démarche*

- définition
- démarche d'élaboration du PPRI
- détermination de l'aléa de référence du PPRI
- définitions préalables
- détermination des aléas
- analyse hydrologique
- la modélisation hydraulique

- représentation cartographique
- 2 détermination des enjeux*

- principes généraux
- méthodes
- représentation cartographique

les documents opposables du PPRI

1e zonage réglementaire

- zonages bruts et objectifs de prévention
- le croisement aléa/enjeux
- les objectifs de prévention :
 - en espaces urbanisés
 - en espaces non urbanisés

2 le règlement

- Organisation
- réglementer les projets
- diminuer la vulnérabilité de l'existant
- GLOSSAIRE
- ANNEXES

2.3 Bilan de la concertation

S'analysant comme suit :

préambule

- 1 définition
- 2 contextes juridiques
- 3 objectifs de la concertation

concertation avant les consultations obligatoires

1 concertation avec le comité technique :

- rôle et composition
- les réunions du COTEC
- Réunions techniques de l'étude hydraulique et hydrologique sur les bassins versants du boulonnais
- Réunions PPRI

2 concertations avec les collectivités :

- composition du comité de concertation et des commissions géographiques
- réunions de concertation

réunions de concertation de l'étude hydraulique sur les bassins versants du Boulonnais
Réunions de concertation PAPI/PPR : diagnostic territorial
réunions de concertation PPRI

3 concertations avec la population

réunions publiques des 19 et 20 juin 2018
site Internet

consultations officielles

Les entités consultées :
pour avis
pour information

annexes par chronologie ?

N1 à 8 : réunions cotec n : 1-2-3-4-5 et réunions cocon n1-2-3
9 : réunions commissions géographiques
10 réunions communes
11-réunions cotec 6-7-8
12-13 : réunions cotec 7-8
14 : commissions géographiques
15 : cotec 9
16 commissions géographiques
17 réunions de travail BDCO
18 : courrier, remarques, enjeux, cartes corrigées
19 réunions cocon 4
20 réunions publiques
21 : cotec 10
22 cotec 11
23 commissions géographiques
24 cocons 5
25 réunions de travail : BDCO/CAB
26 réunion de concertation avec le club des entreprises de la liane
27 remarques du SYMSAGEB sur le projet de règlement et réponses apportées
28 reprises du dossier enjeux et du zonage
29 courriers consultations officielles
30 délibérations et avis
31 analyses de pertinence des remarques des consultations officielles
32 plaquettes de communication
33 cocons 6

2.4 Le règlement

Ce document constitue avec les cartes « Zonage réglementaire » à l'échelle du 1/5000^{ème} (format juridiquement opposable aux tiers) est la traduction graphique de la notion de risque résultant de la superposition de la carte des aléas avec la carte des enjeux, appelé à être éventuellement repris puis approuvé par arrêté préfectoral, ces pièces sont appelées à être opposables aux actes d'urbanisme dès que les mesures de publicité, définies à l'article R.562-9 du code de l'environnement seront mise en œuvre. Le plan sera annexé, selon le cas, au Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou à la Carte Communale des communes concernées et constituera une servitude d'utilité publique opposable à tous.

Les zones affectées par l'alinéa de référence, c'est à dire impactées par une inondation importante, en l'occurrence lors d'une pluie centennale modélisée, ont été définies en fonction des objectifs fixés.

Dans les zones affectées par l'aléa de référence, deux secteurs ont été identifiés. Ils sont référencés comme suit :

- **Zones EU : Espaces Urbanisés**, ce sont des espaces de bâti plus ou moins dense, des espaces urbains étendus.
- **Zones ENU : Espaces Non Urbanisés**, ce sont tous les espaces qui ne sont pas en EU. On y trouve notamment des zones naturelles et agricoles, les friches non bâties, les espaces isolés ...

Le règlement définit par zone des objectifs particuliers pour chacune d'elle, à savoir, les zones vert foncé, les zones vert clair, les zones rouges, les zones bleues ainsi que les zones blanches.

Dans chacune de ces zones il précise celles pour lesquelles :

- Les constructions sont interdites,
- Les constructions sont admises sous réserve du respect des prescriptions du règlement,
- Les mesures à appliquer aux biens et activités existantes,
- Les mesures générales incombant aux particuliers, aux collectivités ainsi qu'aux activités.

Le règlement comporte également un certain nombre d'éléments relatifs aux financements par le Fond de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) et rappelle les délais correspondants pour l'exécution des travaux. Il rappelle également les dispositions en vigueur concernant les assurances.

Le règlement est détaillé comme suit :

Titre I portée du PPRI

- 1 dispositions générales
- 2 effets du PPRI sur les documents d'urbanisme
- 3 sanctions
- 4 superpositions des servitudes

Titre II : définition des termes employés au titre du présent règlement

Titre III réglementation des projets

III-1 dispositions applicables en zone rouge

- 1 les projets nouveaux
- 2 les projets nouveaux liés à l'existant
- 3 la gestion des eaux pluviales

III2 dispositions applicables en zone bleue

- 1 les projets nouveaux
- 2 les projets nouveaux liés à l'existant
- 3 la gestion des eaux pluviales

III3 dispositions applicables en zone vert foncé

- 1 les projets nouveaux
- 2 les projets nouveaux liés à l'existant
- 3 la gestion des eaux pluviales

III4 dispositions applicables en zone vert clair

- 1 les projets nouveaux
- 2 les projets nouveaux liés à l'existant
- 3 la gestion des eaux pluviales

III5 dispositions applicables en zone blanche

- 1 les projets nouveaux
- 2 les projets nouveaux liés à l'existant
- 3 la gestion des eaux pluviales

Titre IV : mesures de prévention, de protection et de sauvegarde

- 1 à destination des collectivités
- 2 à destination des activités économiques et agricoles

Titre V : mesures de réduction de la vulnérabilité

1 mesures prescrites rendues obligatoires
2 mesures recommandées

Annexes N1 et N2.

2.5 Cartographie des aléas

carte informative des aléas : échelle 1 /25/000

2.6 Cartographie des enjeux

carte informative des enjeux : échelle 1 /25000

2.7 Cartographie du zonage règlementaire des communes concernées

- carte informative du zonage règlementaire : échelle 1 /25000
- cartes communales opposables du zonage règlementaire : échelle 1 :5000

2.8 Cartographie des hauteurs d'eaux des communes concernées

cartes communales des hauteurs d'eau : échelle1/5000

III-ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE

3.1 Décisions

- arrêté préfectoral de prescription de la révision du plan de prévention du risque inondation du bassin versant de la Liane du 17 juillet 2019,
- courrier de Monsieur le Préfet du Pas de Calais reçu le 30 juin 2020, demandant à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Lille la désignation d'une commission d'enquête en l'objet,
- décision numéro E20000042/59 en date du 3 juillet 2020 (communiquée par courrier du tribunal administratif de Lille en date du 10 juillet 2020) , constituant et mettant en place une commission d'enquête afférente au projet de révision du plan de prévention des risques naturels (PPRI) du bassin versant de la Liane,
- décision de l'Autorité Environnementale (Ae) après « examen au cas par cas » du projet de révision du plan de prévention des risques inondation du bassin de la Liane numéro F-0 32-19-P-00 41 en date du 3 juin 2019, décidant que le projet présenté n'est pas soumis à

- arrêté préfectoral en date du 1 octobre 2020 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de plan de prévention du risque inondation du bassin versant de la Liane (PPRI).

3.2 Cadre juridique

- Loi 87-567 du 22/07/1987 art 40-1 à 7
Loi 95-101 du 02/02/1995 et décret 95-1089 du 05/10/1985
- Code de l'environnement art L562-1 à L562-9 et R123-6 à 23
- code de la construction et habitation art R12661
- code de l'urbanisme art L156-6

3.3 Organisation

3.3.1 prises de contact

Dès notifications de la décision du tribunal administratif de Lille, le Président de la commission d'enquête, a pris les contacts et s'est entretenu :

- les 17 et 28 juillet 2020 avec la représentante de l'autorité administrative organisatrice (AO) : Madame Debonne du bureau de l'appui aux territoires—cheffe de la section utilité publique à la préfecture du Pas-de-Calais à Arras
- ainsi qu'avec Madame Ziolkowski adjointe au responsable de l'unité gestion des risques au service de l'environnement de la direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais à Arras (DDTM62) représentante désignée du maître d'ouvrage (MO) : la DDTM 62 .

Ces entretiens liminaires avaient pour objectif de déterminer :

- d'une part le cadre général de l'enquête publique (périmètre, calendrier général, siège de l'enquête, conditions de rédaction de l'arrêté préfectoral)
- et d'autre part d'échanger avec le MO sur les modalités pratiques de la conduite de l'enquête à mettre en oeuvre et de programmer la date de la rencontre préalable avec le maître d'ouvrage) .

Au terme de ces entretiens :

Il a été décidé de la tenue d'une première réunion de « prise de contact » entre le MO et les membres de la commission ,dans les locaux du maître d'ouvrage (DDTM62) le 27 juillet 2020 à Arras.

Le 18 novembre 2020, dans le cadre de l'article R123-16 du Code de l'Environnement, le Président de la commission a consulté la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, porteuse du GEMAPI du Boulonnais

Par ailleurs, le Président de la commission, a consulté le 19 novembre 2020 par audition téléphonique (compte tenu de la crise sanitaire), Madame, Alexandre, directrice du SYMSAGEB (syndicat mixte pour le schéma d'aménagement et la gestion des eaux du boulonnais), dans le cadre des dispositions R 123-16 du Code de l'Environnement, afin de détermination des interactions entre le présent projet de PPRI et le PAPI dit « complet » du Boulonnais (2018-2023) porté par le syndicat.

3.3.2 organisation

En suite de la réunion du 27 juillet et de la validation par la commission du choix des communes sièges des permanences (après examen de la proposition faite par le maître d'ouvrage , basée sur les critères croisés suivants : importance de l'urbanisation, historique des événements d'inondation constatés sur zone , impact des aléas et des enjeux) , la commission d'enquête décide de la répartition géographique des permanences à tenir, suivante :

- Christian Lebon président de la commission :
en charge des permanences sur les communes les plus urbanisées de la partie aval du fleuve et de son estuaire : Saint-Léonard : (siège l'enquête publique), Boulogne-sur-Mer, Saint-Martin -les Boulogne, et Outreau.
- Gérard Bouvier membre titulaire de la commission :
en charge de la partie amont de la vallée : communes de Quesques, Desvres, Samer, Wirwignes , et Longfossé
- Alain Lebek membre titulaire de la commission :
en charge de la partie médiane et ouest de la vallée : communes de Condette, Isques, Hesdigneul-les-Boulogne, Saint-Etienne -au -Mont , Hesdin-L'Abbé.

Au total 18 permanences seront réalisées sur ces communes selon détail ci-après :

- **commune de Saint-Léonard** (siège de l'enquête publique) :
 - le lundi 2 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
 - le jeudi 3 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - le jeudi 10 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures (clôture de l'enquête)
 - **commune de Boulogne-sur -mer** :
 - samedi 7 novembre 2000 de 9 heures à 12 heures
 - **commune de Saint Martin- les -Boulogne** . :
 - Mercredi 4 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de Outreau** :
 - le lundi 16 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de Quesques** :
 - mardi 3 novembre 2020 de 14 heures à 16 heures
 - **commune de Desvres** :
 - vendredi 4 décembre 2000 de 14 heures à 17 heures
 - jeudi 10 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de Samer** :
 - jeudi 12 novembre 2020 14 heures à 17 heures
 - jeudi 10 décembre 2020 de 14heures à 17 heures
 - **commune de Wirwignes** :
 - vendredi 27 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de long fossé** :
 - jeudi 12 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
 - **commune de Condette** :

- jeudi 26 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de Isques :**
- samedi 14 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures
 - **commune de Hesdigneuil- les- Boulogne :**
- mercredi 2 décembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de Saint-Etienne -au- Mont :**
- jeudi 12 novembre 2020 de 14 heures à 17 heures
 - **commune de Hesdin- Labbé :**
- jeudi 19 novembre 2020 de 9 heures à 12 heures

Outre les permanences « présentes » susvisées et compte tenu de la situation sanitaire, la commission tiendra 3 permanences téléphoniques aux dates suivantes :

- le lundi 9 novembre 2020 :14 heures à 17 heures
- le mardi 17 novembre 2020 :09 heures à 12 heures
- le lundi 30 novembre 2020 :14 heures à 17 heures

Il est également décidé entre les membres de la commission d'enquête de la répartition géographique suivante relative à « l'audit » des maires des 32 communes du périmètre du projet du PPRI de la Liane, prévue par l'article R 562-8 du code de l'Environnement :et l'art 8 de l'arrête préfectoral du 1 octobre 2020

- Christian Lebon président de la commission :

audition des maires de :

Saint-Léonard , Boulogne-sur-Mer, Saint Martin- les -Boulogne, Outreau, Echingen, Hesdin- l'Abbé ,Baincthun, Carly , Questrecques , Wierre-au-Bois

- Gérard Bouvier membres titulaire de la commission :

audition des maires de :

Desvres ,Samer, long fossé, Wirwignes, Crémarest, Menneville, Saint-Martin- Choquel , Lottinghen, Selles, Quesques, Viel Moutier

- Alain Lebek membre titulaire de la commission :

audition des maires de :

Saint-Étienne -au- Mont ,Isques, Condette, Hesdigneul- les-Boulogne, Nesles,Verlincthun,Tingry,Allincthun,Henneveux,Brunembert,Bournonville.

3.3.3 réunion de travail internes à la commission d'enquête

- réunion de commission numéro1 : le 27 juillet 2020 dans les locaux de la DDTM62 à Arras de 10h30 à 12h au cours de cette réunion ont été examinés les points suivants :
 - détermination des communes sièges des permanences présentiellees nombre de permanences dates et horaires de ces dernières ainsi que des dates et horaires de 3 sessions de permanence téléphonique dédiées chacune à un commissaire enquêteur
 - calendrier des prochaines réunions de commission d'enquête
 - réunion de la commission numéro 2 : le 24 août 2020 dans les locaux de la DDTM 62 à Arras de 14h à 16h30 au cours de cette réunion ont été examinés les points suivants :
 - répartition des tâches d'étude d'examen et de rédaction relative aux travaux de conception du document numéro un (rapport d'enquête publique) du document numéro 2 (conclusions et avis)
 - répartition des audits des maires du périmètre de l'enquête publique élaboration par la commission d'un canevas de questionnement type
 - détermination de la date de la prochaine réunion de commission
 - détermination des modalités pratiques de la rédaction du dossier d'enquête publique
 - rédaction d'un vade-mecum à destination des communes sièges de permanences, décision de demande de prolongation de la durée initiale l'enquête publique. Nouvelle durée de l'enquête demandée :du

2 novembre au 10 décembre 2020 inclus, détermination des modalités et de la date de la tournée de vérification de l'affichage réglementaire sur la base de la répartition géographique déjà validée entre les commissaires enquêteurs

- réunion de la commission numéro 3 : le 19 septembre 2020 de 16h à 17h30 dans les locaux de la DDTM62 à Arras au cours de cette réunion ont été examinés les points suivants :
- relation avec le maître d'ouvrage il est demandé à la représentante du maître d'ouvrage de faire parvenir à la commission le document suivant : évoqué lors de la présentation du projet exposé le 28 août écoulé Desvres : protocole de fonctionnement du barrage Marguet à Boulogne-sur-Mer afin de détermination du mode de fonctionnement et de la coordination du service gestionnaire avec les services d'alerte en cas de crues de la liane.
- Il est demandé au maître d'ouvrage de faire parvenir à la commission le moment venu les comptes-rendus de la réunion organisée par ce dernier avec les élus du CAB (communauté d'agglomération du boulonnais) le 7 septembre ainsi que de la réunion publique prévue courant octobre prochain avant début d'enquête publique.

- Finalisation des dispositions de recueil des registres d'enquête à l'issue de cette dernière (10 décembre 2020). Programmation de la réunion de commission le lundi 14 décembre 2020 au siège de la DDTM62 ordres du jour : clôture des registres recueil des contributions et travaux préparatoires au procès-verbal de synthèse. Programmation de la prochaine réunion de commission : le jeudi 8 octobre 2020 à Boulogne-sur-Mer adoption par la commission du sommaire du rapport d'enquête

- réunion de la commission numéro 4 dans les locaux du syndicat mixte pour le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du boulonnais (SYMCAGEB) à Boulogne-sur-Mer le jeudi 8 octobre 2020 de 14h30 à 16h30 au cours de cette réunion ont été examinés les points suivants

méthodologie de la prise en compte du report des divers types de contributions recueillies (transfert des contributions sur registre papier recueillies en dehors des permanences vers le registre dématérialisé ainsi que préparation de la complétude finale des reports sur le registre du siège de l'enquête).

La répartition des tâches d'étude et de rédaction du rapport relatives à l'examen des PPA et des autres contributeurs de la consultation ainsi que celles relatives au règlement du PPRI a été réexaminée et

précisée

- réunion de la commission numéro 5 : le 20 novembre 2020 dans les locaux de la DDTM 62 Arras de 13h30 à 17h00 au cours de cette réunion ont été examinés les points suivants :
 - prolongation de l'enquête : au cours de cette réunion d'étape la commission décide de ne pas engager la procédure de prolongation de l'enquête publique, prévue par le code de l'environnement
 - un bilan d'étape est arrêté ce jour dans le cadre du déroulement général de l'enquête :
 - Examen du nombre et de la nature des contributions publiques.
 - Conditions de déroulement des permanences déjà effectuées
 - décision d'utilisation par la commission des outils de traitement des contributions publiques mise à disposition par la fonctionnalité du registre dématérialisé
- réunion numéro 6 le 14 décembre 2020 dans les locaux de la DDTM 62 de 10h à 17h à Arras au cours de cette réunion ont été finalisées les opérations de clôture des registres d'enquête publique, ainsi que l'examen et le traitement des contributions recueillies sur les divers supports réglementaires, en fonction de ces éléments : la commission engage les travaux de conception et de rédaction du procès-verbal de synthèse.

Réunion numéro 7 le 04 janvier 2021 dans les locaux de la DDTM62 à Arras

De 10 h à 17h

Au cours de cette réunion la commission examine le mémoire en réponse adressé par le MO à la commission le xx.et engage les travaux de rédaction des conclusions motivées et avis

3.4 Rencontres de la commission d'enquête avec le maître d'ouvrage (DDTM 62)_

- le 27 juillet 2020 dans les locaux de la DDTM62 Arras (durée 1h30) au cours de cette réunion ont été examinés les points suivants :
 - définition de la durée et des dates butoirs de l'enquête publique
 - choix des communes lieux des permanences présentiellees (après examen de la pertinence du choix des communes proposées par la DDTM62)

- modalités de la rédaction de l'arrêté préfectoral et de la prise en compte des mesures liées à la crise sanitaire incluant des sessions de permanence téléphonique.
- conséquences de l'application des dispositions relatives à la dématérialisation de l'enquête publique .Choix d'un registre dématérialisé d'enquête publique et formation à mettre en place par le prestataire désigné par le maître d'ouvrage (le MO indique à la commission le choix de la société SDV)
- examen des différentes étapes du calendrier de déroulement de l'enquête publique : publications légales et affichage réglementaire, mise en place du dossier papier dans les 14 communes sièges de permanences ainsi que de mise à disposition du dossier informatisé sur clé USB pour les autres communes du périmètre.
- Modalités de visa des dossiers d'enquête publique et des registres par la commission et modalités de collecte des registres à l'issue de l'enquête publique.

Organisation de la Réunion liminaire « de présentation » du projet par le maître d'ouvrage et le bureau d'étude PROLOG ainsi que l'organisation de la visite in situ.

Les intervenants de la concertation, son déroulement et sa complétude.

- Le 24 août 2020 dans les locaux de la DDTM62 Arras(durée 1h30) Au cours de cette réunion les échanges ont porté sur les éléments suivants :
 - questionnement sur l'arrêté préfectoral de prescription du 17 juillet 2019 relatif à l'article 11 et à l'article 13 : le maître d'ouvrage indique que certaines communes peuvent être concernées par plusieurs PPR I notamment celui de Wimereux.
 - Questionnement relatif à certaines lacunes afférentes à la première version du document « concertation » : le maître d'ouvrage informe la commission que la version définitive du document est en cours de finalisation sera transmise dès que possible.
 - Demande de la commission d'étendre la durée de la consultation à 39 jours consécutifs soit du 2 novembre 2020 au 10 décembre 2020, compte tenu de la période sensible des fêtes de fin d'année incluse dans la période de la consultation.
 - Le Maître d'ouvrage informe la commission de la tenue (courant octobre 2020) de la dernière réunion prévisionnelle de concertation préalable à la phase d'enquête publique qui permettra notamment de réunir de nouveaux

élus en suite des dernières élections municipales

- la commission demande au maître d’ouvrage la date estimée de mise à disposition du dossier complet de l’enquête publique ainsi que des registres. Cette date est estimée par le MO : en prévision au cours de la première quinzaine d’octobre 2020.
-
- Le 28 août 2020 Réunion « de présentation du projet » dans les locaux de la communauté de communes de Desvres-Samer (CCDS) à Desvres
- . Le 17 décembre 2020 : notification commentée du procès verbal de synthèse au MO par la commission au siège de la DDTM62 à Arras

COMPTE-RENDU REUNION DU 28 AOUT 2020 A DESVRES

Présents :

Mr LATURELLE, responsable Unité de gestion des Risques, DDTM 62

Mme ZIOLKOWSKI, adjointe Unité de Gestion des Risques, DDTM 62

Mr DOUSSIÈRE, BE PROLOG

Mme FLIPO Responsable du Service Urbanisme-Habitat CCSD

Mr LEBON Président de la commission d'enquête

MM BOUVIER, LEBEK membres de la commission d'enquête

oooooooooooooooo

Présentation du PPRI (9h30 à 12h30) :

MMes Ziolkowski et Flipo précisent le rôle de cette dernière au sein de la communauté de Communes DESVRES-SAMER : elle assure la coordination entre le PLUi des 31 communes et les PPRI de la Liane et du Wimereux.

Mme Ziolkowski pour la DDTM présente une synthèse du document d'études et répond aux questions des membres de la Commission :

- . le document de présentation sera adressé aux membres de la Commission,
- . le « lit moyen » n'a pas de valeur juridique, l'étude reprend le lit majeur et le lit mineur,
- . la Liane subit des débordements et des ruissellements des coteaux, et a peu d'influence de la nappe phréatique,
- . les travaux éventuels sont repris au titre du PAPI du Boulonnais, qui couvre l'ensemble du territoire concerné,
- . le SAGE prévoit un débit de fuite de 2 l / s / ha,
- . peu de problèmes à l'amont de la Liane,
- . la pluie appliquée dans l'étude est de 80 mm soit 80 l / m² s en 24 h sur l'ensemble du bassin versant.
- . Mr Doussièrre du BE PROLOG poursuit la présentation notamment le calage hydraulique de la modélisation :

- . la crue de 2009 représente l'occurrence à 20 ans (50 mm soit 50 l / m²),
- . 3 scénarii ont été étudiés (10 ans, 100 ans, 1000 ans), dans le scénario à 100 ans la pluie théorique serait de 76,50 l / ha donc inférieure aux 80 l / m² .
- . un débat s'engage sur le rôle du barrage MARGUET qui sera revu lors de la visite de terrain de l'après-midi,
- . Géoportail permet de donner de bonnes côtes altimétriques,
- . il existe des moulins sur la Liane, à priori sans vannes fermées.

Mme Ziolkowski termine la présentation en présentant les enjeux du PPRI et le règlement :

- . le taux de financement des travaux pour les particuliers est de 80 % et non de 40 % comme indiqué dans la note de présentation. La Commission suggère que la modification soit portée au dossier d'enquête,
- . les flyers n'ont pas été mis à la disposition du public hormis lors des deux réunions publiques,
- . le PPRI est susceptible d'être modifié après l'enquête publique.
- Le 16 septembre 2020 dans les locaux de la DDTM62 Arras de 10 heures à 12 heures

(1^e partie de journée) : : réunion de « présentation du registre dématérialisé d'enquête publique » par la société SDV « registre-numérique »

Cette présentation se tient en présence :

- du maître d'ouvrage (représenté par Monsieur .Laturelle chef du bureau gestion des risques et par Madame Ziolkowski adjointe),
- des membres de la commission d'enquête en charge du PPRI de la Liane
- des membres de la commission d'enquête en charge du PPRI de la Lawe ainsi que du commissaire enquêteur en charge de l'enquête du PPRI de Wimereux (ces deux enquêtes publiques débutant fin septembre 2020)

Cette réunion est menée par Monsieur Nicolas Simplot de la société SDV , ce dernier expose les fondamentaux de l'enquête publique en liaison avec les textes décrets et ordonnances permettant une utilisation adéquate de l'outil numérique., ainsi que les fonctionnalités de ce registre numérique et des modalités potentielles de son utilisation par les commissaires enquêteurs.

- Le 16 septembre 2020 dans les locaux de la DDTM 62 Arras de 14 heures à 16 heures (2^e partie de journée)
 - au cours de cette réunion la commission procède au visa de l'intégralité des dossiers d'enquête publique qui seront mises en place prochainement dans les communes sièges de permanences, ainsi qu'à l'ouverture des registres d'enquête publique.
 - au cours de cette réunion la commission échange de nouveau avec le MO sur la finalisation du dispositif de collecte des registres d'enquête publique , à mettre en place dès clôture de ladite enquête.

A l'issue de cette réunion, le dossier d'enquête complet et actualisé de l'enquête publique est remis aux membres de la commission d'enquête. la clef USB actualisée sera remise à la commission dès la prochaine rencontre avec le MO.

3.5 visites in situ

1^e visite : -le 28 aout 2020 départ de Desvres

Visite in situ dans la vallée de la Liane (14h00 à 16h30) :

Compte tenu de l'horaire contraint relatif au départ de M. Doussière , Il est convenu qu'une seconde visite sera nécessaire aux membres de la Commission d'enquête pour finaliser la connaissance du terrain.

Ce jour sont visités les sites suivants antérieurement concernés par des événements remarquables:(carte annexée)

1 :Wirwignes_ station de mesure DREAL

En milieu de bassin versant, c'est la, station historique de référence de la Liane et lieu d'épisodes notables de débordement en amont immédiat de la station , comme celui de novembre 2012. Il s'agit d'une zone naturelle d'expansion de crue.

2 : Carly basse ville :

Commune régulièrement affectées par des inondations (notamment en novembre 2009-2012 et 2019)

3 : Hesdigneul-les-Boulogne - place Pauchet

Ce secteur situé à la confluence de la Liane et le ruisseau d'Ecames est fréquemment inondée comme en novembre 2019.

La commission constate les traces de niveau d'eau laissée par ces inondations sur les soubassements d' habitations riveraines du cours d'eau au droit du pont routier. Par ailleurs, un riverain venu à la rencontre des membres de la commission confirme la fréquence et l'intensité des phénomènes.



Protections mises en place par les riverains sur un cours d'eau amont de la Liane ayant débordé en novembre 2019 (28 août 2020).



Traces d'humidité sur un logement situé à proximité du cours d'eau sus-cité (28 août 2020).

4 :Hesdigneul-les -Boulogne-centre bourg :

La commission constate la proximité immédiate de l'école communale (fréquemment inondée comme en novembre 2019) avec la Liane

5 :ST Etienne au Mont place secteur P Doumer

La commission visite cette zone urbanisée régulièrement inondée



Quartier totalement inondé en novembre 2019 avec circulation en barques (photo du 28 août 2020).



Vue de l'aval du quartier Paul Doumer (photo du 28 août 2020).

6 : ST Etienne au Mont secteur Isques -Pont-de-Brique

La commission visite les secteurs urbanisés de la cité de l'Avenir et de la résidence de la Liane, régulièrement affectés par les inondations.

7 :ST Léonard-ZI de la Liane

La commission se rend sur les lieux d'implantation de la concession-garage Citroen ainsi que de la société logistique SBE située en vis-à-vis (atteinte par les inondations de novembre 2019).



Saint-Léonard (Photo du 28 août 2020).



Saint-Léonard (photo du 28 août 2020).

8 : Boulogne- sur- Mer : barrage Marguet

La commission se rend sur le barrage- pont Marguet aux fins de constater de visu son mode de fonctionnement et son influence sur les niveaux situés en amont de l'estuaire (port de plaisance) lors de la visite la marée était basse et les vannes fermées.

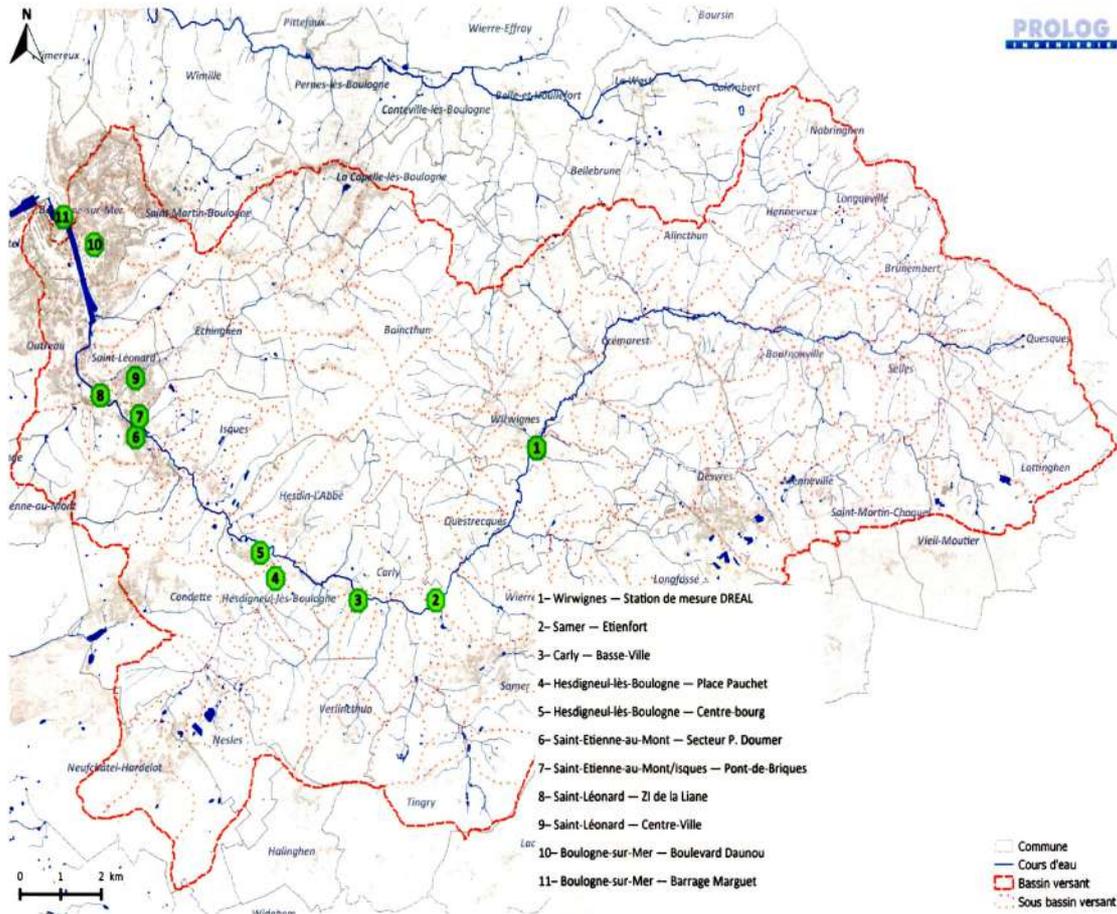


Vannes du barrage Marguet (photo du 28 août 2020).



Aval du barrage Marguet à marée basse (photo du 28 août 2020).

La commission se rendra à une date ultérieure sur les sites de Samer-Etiefort, ST Léonard centre ville et Boulogne BD Daunou.



2^{eme} visite in situ : -le 08 octobre 2020

visite complémentaire des sections non réalisées le 28 aout 2020 (de 10heures à 12 heures)

- le 8 octobre 2020 au départ de la commune de Samer, la commission d'enquête accompagnée de Madame Ziolkowski participe à la seconde visite « in situ ». Sont visités les communes et sites de :

- Samer-Etienfort :

visualisation de la zone d'expansion naturelle des crues en bordure de la Liane.

Vu la zone basse cultivée en maïs, située en retrait du bassin de rétention de la voirie . Vu le marqueur de crue sur le panneau routier dans le chemin d'accès.



Samer- Etienfort (Photo du 8 octobre 2020)



Samer-Etiefort (Photo du 8 octobre 2020).

- Carly basse ville :

secteur déjà traversé le 28 aout ,en bordure immédiate de la Liane et du pont routier l'enjambant.

- Isques

visualisation du zonage de la station de mesure de la DREAL et zone d'expansion.

- Saint-Léonard centre-ville :

zone inondable étendue essentiellement urbanisée et classée en zonage bleu majoritairement (zone située en dehors de la zone industrielle déjà visitée le 28 aout)

57/93

vu les abords urbains immédiats sous l' influence du ruisseau de Belle-Isle , affluent du fleuve Liane présentant un aspect de cours relativement rapide.



Saint-Léonard (Photo du 8 octobre 2020)



Saint-Léonard (Photo du 8 octobre 2020)

- commune de Boulogne sur mer /zone du boulevard Daunou :

Vu les « points bas » concernés par des inondations provoquées par ruissellement et accumulation (essentiellement par situation orageuse) : zone inondable essentiellement urbaine en zonage bleu majoritaire..
Vu l' îlot zoné rouge non urbanisé le plus important (aspect de friche urbaine).

3.6 Publicité de l'enquête : les affichages légaux

3.6.1 la publication dans les journaux

Publication de l'avis d'enquête 15 jours à minima avant la date d'ouverture de l'enquête publique :

il sera réalisé par voie d'affichage visible en permanence de la voie publique et maintenu durant toute la durée de ladite enquête.(art 10 de l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2020).

Les membres de la commission d'enquête , en ont réalisé le contrôle intégral sur les sites des 32 mairies ,ainsi que leur adéquation à ces conditions réglementaires , à la date du 19 octobre 2020 : soit 15 jours avant la date de début d'enquête. (cf :art 14 de l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2020). Dans les mairies de permanences désignées dans l'arrêté.

Au cours de cette journée, le président de la commission à rencontré au siège de l'enquête publique (et lieu de trois permanences programmées) Madame Loire maire et Madame Lefevre directrice des services de la ville de St Léonard ,avec lesquelles il s'est entretenu à leur demande.

Les insertions suivantes ont été réalisées dans la presse régionale :

- « la voix du nord » éditions des mercredi 14 octobre et 4 novembre 2020
- « la semaine dans le Boulonnais »éditions des mercredi 14 octobre et 4 novembre 2020

3.6.2 les autres formes de publicité

Le dossier d'enquête est consultable sur le site internet des services de l'Etat dans le Pas de Calais :

« <https://www.pas-de-calais.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-majeurs/Plan-de-prevention-des-risques/PPRN-Inondation-en-cours/PPRN-de-la-Liane>

ainsi que sur le site : registre numérique :

« <http://www.registre-numerique.fr/ppri-de-la-liane> »

- En outre :les notes préfectorales (du 5 octobre 2020) d'envoi de l'arrêté préfectoral à la commune de ST Léonard (siège de l'enquête) ainsi qu'aux autres communes lieux de permanence, demandaient à ces communes la publication de l'avis d'enquête sur le site internet communal (si il existe) comme indiqué également à l'art 10 de l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête

Par ailleurs la DDTM62 rédiger un « communiqué de presse » relatif au projet ,à l'attention des médias, ainsi que la mise à disposition de « flyers » à l'usage des communes.(documents figurant dans l'annexe au rapport)

Les sites « Facebook » et « Twitter » de la préfecture du Pas-de-Calais seront également accessibles sur le sujet.

3.7 Les permanences

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE :.....ST LEONARD.....

le . .02 novembre 2020 de 09..h.. à 12..h.. - CE : ...CH LEBON..

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :..vu affichage avis d'enquête sur porte entrée
mairie.....

Autre publicité :...avis d'enquête +communiqué de presse +flyers.....constatés
sur site internet de la mairie.....+affichage sur les 2 panneaux électroniques de la
commune+ affichage de l'avis sur divers sites de la
commune

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :...7.....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....0.....

Nombre d'observations déposées :.....6.....et 6 documents
annexés.....

Thématiques des observations :.....

....1..-envasement bassin de plaisance du barrage Marguet-2débordement au
niveau du pont des Bergeronnettes (confluence avec la Liane d'un ruisseau
émissaire dans la ZI)

-.....3création d'un bassin de rétention souhaitée sur friche «Saison et Butel »

-4 défaut d'entretien du ruisseau dit des »APO ».....

-5inondation par ruissellement à Echinghen route de Baincthun

-6demande de modification de zonage à Baincthun en suite d'une erreur de relevé
sur zonage (mare figurant sur plan mais inexistante de
fait).....

.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....oui.....

**Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière
permanence :**.....oui.....

Divers :

....rencontré Madame la Maire, Madame la DDS ainsi que le service urbanisme.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE QUESQUES

Le 03 novembre 2020 de 14h à 16h15 – CE : Gérard BOUVIER

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire : l'affichage constaté le 19 octobre 2020 était toujours en place au panneau d'affichage communal.

Affichage complémentaire : Affichage des avis d'enquête sur les accès au centre ville ainsi que sur la grille d'accès à la mairie.

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 0 personnes (hors la visite de Mme GRIGNON la DGS et de son adjoint ainsi que de Monsieur le maire).

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 0

Nombre d'observations déposées : 0

Thématiques des observations : Néant.

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées : Aucune observation portée au registre depuis l'ouverture de l'enquête le 02 Novembre 2020.

Divers :

Le commissaire enquêteur a été accueilli par Madame GRIGNON Directrice Générale des Services de la mairie. Monsieur Paul Saint Maxent, maire de la commune, a rencontré le commissaire enquêteur durant sa permanence pour être Liane et a convenu que son audition serait faite à l'issue de cette permanence.

**COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE :..st Martin-
Boulogne.....**

le .04 . novembre 2020 de 14 ..h.. à .17.h.. - CE : ch lebon.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :...présent et visible de
l'extérieur.....

Autre publicité :...avis sur..site internet et facebook
communal.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....0.....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....0.....

Nombre d'observations déposées :.....0.....

Thématiques des observations :.....X.....

.....
.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :....OUI.....

**Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière
permanence :**....AUCUNE OBSERVATION A CE JOUR..sur registre depuis
ouverture.....

Divers :

Rencontré Monsieur Matthias Paschal adjoint au maire
.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE : . .
Boulogne.-sur -Mer.....

le .07 . novembre 2020 de 09.h.. à 12.h.. - CE : ch lebon.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :...présent et visible de l'extérieur.....

Autre publicité :...avis sur..site internet

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....0.....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....0.....

Nombre d'observations déposées :.....0.....

Thématiques des observations :.....X.....

.....

.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :....OUI.....

Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :....AUCUNE OBSERVATION A CE JOUR..sur registre depuis ouverture.....

Divers

.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE LONGFOSSÉ

Le 12 novembre 2020 de 9h à 12h – CE : Gérard BOUVIER

Contrôle de l’affichage :

Affichage réglementaire : l’affichage constaté le 19 octobre 2020 était toujours en place.

Affichage complémentaire : Affichage des avis d’enquête sur les accès au centre ville.

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 1 personne

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 1 document de 5 feuillets (recto-verso de 7 pages)

Nombre d’observations déposées : 4 observation + 1 copie d’un article de presse)

Thématiques des observations :

-pratiques culturelles

-dimensionnement des ouvrages hydrauliques voir contestation de leur besoin

-utilité des haies et reboisements de talus (rendre obligatoire)

- infiltration des eaux pluviales sur site.

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées : Aucune observation portée au registre depuis l’ouverture de l’enquête le 02 Novembre 2020.

Divers :

Le commissaire enquêteur a été accueilli par Madame la Directrice Générale des Services de la mairie, et Madame Anita THOMAS, maire de la commune, a rencontré le commissaire enquêteur à l'issue de la permanence.

Durant sa permanence, le commissaire enquêteur a reçu :
Monsieur Bernard GAMBIER, résidant 81 rue des Broussailles 62240 à Longfossé, qui a remis au commissaire enquêteur un document de 07 pages(dont copie est jointe) que le commissaire a annexé au registre d'enquête après que Monsieur GAMBIER ne cette remise de document au registre.
Le document remis comportait 04 observations et un article de presse y était annexé.

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE SAINT ETIENNE AU MONT

le 12 novembre 2020 de 14 h 00 à 17 h00 - CE : Alain LEBEK..

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :.....Présent.....

Autre publicité :.article site internet mairie, tract distribué toutes boîtes aux lettres mi octobre 2020

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....une.....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....néant.....

Nombre d'observations déposées :.....une.....

Thématiques des observations :.....

- ensablement du ruisseau de la Cachaine et de la Liane.

- erreurs matérielles (emplacements et importance des écoulements)

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....OUI.....

Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :.....oui.....

Divers :

.....RAS.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE SAMER

Le 12 novembre 2020 de 14h à 17h – CE : Gérard BOUVIER

Contrôle de l’affichage :

Affichage réglementaire : l’affichage constaté le 19 octobre 2020 était toujours en place.

Affichage complémentaire : Affichage des avis d’enquête sur les accès au centre ville.

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 4 personne

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 0

Nombre d’observations déposées : 0 observation

Thématiques des observations :

Remarque concernant la lisibilité des cartes pas ou peu de références cadastrales figurant sur celles-ci

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées : Aucune observation portée au registre depuis l’ouverture de l’enquête le 02 Novembre 2020.

Divers :

Le commissaire enquêteur a été accueilli en mairie par la personne en charge de l'accueil en cette période de confinement et a été rejoint par Monsieur Maquinghen, adjoint au maire de la commune, avec lequel le commissaire enquêteur avait rendez-vous pour l'audit de Monsieur le maire et qui.

Durant sa permanence, le commissaire enquêteur a reçu :

Monsieur BLIN Bernard, résidant 56 route de la Basse Ville à CARLY, qui a porté au registre l'annotation suivante :
« Consultation du zonage avec les explications du commissaire »

**COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE
ISQUES.....**

le 14 novembre 2020 de 9 h 00 à 12 h 00 - CE : Alain LEBEK.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :....Présent.....
Autre publicité :..pas d'information.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....5.....
Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.un (1) plan.....
Nombre d'observations déposées :.....trois (3).....

Thématiques des observations :

- erreurs matérielles.....
- travaux à réaliser sur une situation déclarée urgente
- Nappe phréatique

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....RAS.....

Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :.....RAS.....

Divers :

.....RAS.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE
outrau.....

le 16 novembre 2020 de 14 h 00 à 17 h 00 - CE :
ChristianLebon.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :....Présent.....
Autre publicité :.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....5.....
Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.5.....
Nombre d'observations déposées :.....3.....

Thématiques des observations :

-Mesures a prendre pour futur PCS
-Questions posée par ville de outrau 1relative aux « annexes isolées » cf règlement de zonage
2 Zone « resurgat » faisabilité caserne des pompiers

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....RAS.....
Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :..aucune observation hors permanence.....

Divers :

.rencontré Madame la responsable de l'urbanisme et Monsieur le DGS.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE
DE HESDIN L'ABBE.....

le 19 ,novembre 2020 de 9h00 à 12h00- CE : LEBEK Alain.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :.....Présent.....

Autre publicité :.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....un (1).....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....néant.....

Nombre d'observations déposées :.....néant.....

Thématiques des observations :.....zonage.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....RAS.....

Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :.....RAS.....

Divers :

..La personne reçue, a été Mr le Maire de Hesdin l'Abbé, qui portera ultérieurement des remarques, sur le registre. Ces remarques porteront sur des compléments de zones inondées à porter aux plans.

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE CONDETTE..

le 26 novembre 2020 de 14h00 à 17h00 - CE : Alain LEBEK.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :.....Présent.....

Autre publicité :.....site internet mairie, appel téléphonique aux personnes les plus concernées.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....5.....
Nombre de courriers reçus et annexés au registre :..1.....
Nombre d'observations déposées :.....1.....

Thématiques des observations : Inondations suite à des travaux du SYMSAGEB.....

.....Propositions de travaux.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....RAS.....
Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :.....néant.....

Divers :

.....L'observation déposée est signée par 10 personnes.....

Le 27 novembre 2020 de 14h à 17h – CE : Gérard BOUVIER

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE WIRWIGNES

Le 27 novembre 2020 de 14h à 17h – CE : Gérard BOUVIER

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire : l'affichage constaté le 19 octobre 2020 était toujours en place.

Affichage complémentaire : Affichage des avis d'enquête sur les accès au centre ville et sur les bâtiments communaux notamment à la médiathèque.

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 8 personnes

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 1 plan remis en cours de permanence accompagnant une observation portée au registre.

Nombre d'observations déposées : 3 observations

Thématiques des observations :

Remarque concernant la lisibilité des cartes pas ou peu de références cadastrales figurant sur celles-ci

Risque majoré en cas de construction d'un barrage sur la Liane

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées :

Depuis l'ouverture de l'enquête, une (1) contribution avait été portée au registre le 27 novembre matin par :

Monsieur HABLE Eric concernant un barrage qui serait projeté de réaliser sur la Liane au territoire de la commune de Wirwignes. Il a porté au registre l'a contribution suivante :

« Qui aura la surveillance et entretien de cet ouvrage ?

« Par forte pluie, l'ouvrage freinera l'eau mais ne risque t-il pas de créer un « ensablement au niveau de la structure ?

« En cas de rupture (en forte charge) y aurait il un réel danger pour les constructions « existantes en aval ?

« Qui est responsable de l'ouvrage ? (en cas de rupture par exemple)

« Le rat musqué (ainsi que les lapins) abîment les berges, il peut être à l'origine « d'effondrements de digues et donc d'inondations. Qu'est-il prévu ? «

Divers :

Le commissaire enquêteur a été accueilli en mairie par Madame la Directrice Générale des Services qui lui a remis le dossier d'enquête ainsi que le registre. Durant sa permanence, le commissaire enquêteur a reçu :

Ensemble à leur demande Messieurs LEMAIRE Gilles et FOCNORAY Olivier, ont porté au registre l'observation suivante :

« Soucieux qu'un futur barrage soit réalisé sur la Liane il y aurait dommage que le « niveau de l'eau augmente en cas de forte pluie.

« Nous tenons à être informé sur les différentes zones.

« Venus se rendre compte du zonage en plus des observations précédentes. »

Signé par les deux personnes venues rencontrer le commissaire enquêteur.

Monsieur Philippe RIGAIL qui a porté au registre d'enquête l'inscription suivante :

« Je soussigné Philippe RIGAIL suis venu me renseigner sur le projet de PPRi, pas « d'observation »

Signé

Monsieur LICAILLE Benoit, exploitant agricole à CARLY,
« je souhaiterais savoir si la construction d'une installation de méthanisation est

« assimilée à une installation agricole et si des contraintes appliquent en zone
« vert « clair »

Signé

Madame et Monsieur DUCLOY, habitant à ECHINGHEN ont porté au registre l'observation suivante en l'accompagnant d'un extrait du zonage réglementaire, ce plan a été annexé au registre par le commissaire enquêteur.

« Je soussigné DUCLOY Chantal habitant à ECHINGHEN, m'interroge sur la
« présence d'un zonage rouge le long de la berge de notre terrain.

« C'est apparemment le seul zonage rouge sur notre village. Est-ce une erreur ?
« dans cette hypothèse, merci de la corriger

« Un extrait du zonage réglementaire joint «

Signé.

Cette permanence a été suivit de l'audition de Monsieur le maire de la commune.

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE :
..HESDIGNEUL LES BOULOGNE.....

le 2 décembre 2020 de 14h00 à 17h00- CE :Alain LEBEK.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :...présent.....

Autre publicité :.....site internet de la commune.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....2.....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....néant.....

Nombre d'observations déposées :.....3.....

Thématiques des observations :.....zonages.....

.....entretien des rives.....

.....pratiques culturelles.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :.....RAS.....

**Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière
permanence :**.....une observation (Mr Laisné) a été portée au registre.....

Divers :

.....L'observation de Mr Laisné n'avait pas été transmise par la mairie à l'application registre numérique.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE ST LEONARD

Le 03 DECEMBRE 2020 de 14h à 17h – CE : CHRISTIAN LEBON

Contrôle de l’affichage :

Affichage réglementaire : l’affichage constaté **antérieurement** était toujours en place

Affichage complémentaire :

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 5 personnes

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 2

Nombre d’observations déposées : 4 (dont une avec 3 questions)

Thématiques des observations :

- reproches relatifs à représentation graphique et règlement
- propositions pour permettre écoulements de la ZAC de la Liane
- source de la Liane (zone inondable car il y a 2 sources)
- observations du maire de Boulogne (urbanisation et contraintes PPRI)

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées depuis dernière permanence :

Une contribution (comportant 3 remarques) portée le 30 nov)

Divers :

Deux des 5 visiteurs reviendront (M Merlin) ou déclare adresser une contribution par registre dématérialisé (M Scotte)

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE DESVRES

Le 04 décembre 2020 de 14h à 17h – CE : Gérard BOUVIER

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire : l'affichage constaté le 19 octobre 2020 était toujours en place.

Affichage complémentaire : Affichage des avis d'enquête sur les accès au centre ville et sur les bâtiments communaux

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 0 personne

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 1 document a été remis au commissaire enquêteur lors de l'audition du maire mais qui doit être modifié et complété avant d'être annexé au registre d'enquête. La commune en adressera une copie à « REGISTRE NUMERIQUE »

Nombre d'observations déposées : 0 observation

Thématiques des observations :

Remarque concernant la lisibilité des cartes pas ou peu de références cadastrales figurant sur celles-ci.

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées :

Depuis l'ouverture de l'enquête, aucune contribution n'avait été portée au registre d'enquête.

Divers :

Lors de l'audition de M. LEJEUNE, adjoint au maire chargé de l'urbanisme et ayant reçu délégation de M. Marc DÉMOLLIENS, maire, accompagné de Mme BUTEL responsable du service urbanisme de la commune, a été remis au commissaire

enquêteur un document de 5 pages (simple recto) concernant des remarques sur le dossier de PPRI de la Liane relatives à des imprécisions des documents, notamment cartographique, ne permettant pas d'apprécier les conséquences du PPRI sur les projets communaux.

Le document sera complété et annexé au registre d'enquête par la commune avant la prochaine permanence d'un commissaire enquêteur fixée au 10 décembre.

La commune doit également adresser à « Registre numérique » une copie du registre comportant cette contribution communale.

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE ST LEONARD

Le 03 DECEMBRE 2020 de 14h à 17h – CE : CHRISTIAN LEBON

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire : l'affichage constaté **antérieurement** était toujours en place

Affichage complémentaire :

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 5 personnes

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 2

Nombre d'observations déposées : 4 (dont une avec 3 questions)

Thématiques des observations :

- reproches relatifs à représentation graphique et règlement
- propositions pour permettre écoulements de la ZAC de la Liane
- source de la Liane (zone inondable car il y a 2 sources)
- observations du maire de Boulogne (urbanisation et contraintes PPRI)

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées depuis dernière permanence :

Une contribution (comportant 3 remarques) portée le 30 nov)

Divers :

Deux des 5 visiteurs reviendront (M Merlin) ou déclare adresser une contribution par registre dématérialisé (M Scotte)

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE DESVRES

Le 04 décembre 2020 de 14h à 17h – CE : Gérard BOUVIER

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire : l'affichage constaté le 19 octobre 2020 était toujours en place.

Affichage complémentaire : Affichage des avis d'enquête sur les accès au centre ville et sur les bâtiments communaux

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus : 0 personne

Nombre de courriers reçus et annexés au registre : 1 document a été remis au commissaire enquêteur lors de l'audition du maire mais qui doit être modifié et complété avant d'être annexé au registre d'enquête. La commune en adressera une copie à « REGISTRE NUMERIQUE »

Nombre d'observations déposées : 0 observation

Thématiques des observations :

Remarque concernant la lisibilité des cartes pas ou peu de références cadastrales figurant sur celles-ci.

Contrôle :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier : le dossier était complet

Vérification du registre papier et des observations portées :

Depuis l'ouverture de l'enquête, aucune contribution n'avait été portée au registre d'enquête.

Divers :

Lors de l'audition de M. LEJEUNE, adjoint au maire chargé de l'urbanisme et ayant reçu délégation de M. Marc DÉMOLLIENS, maire, accompagné de Mme BUTEL responsable du service urbanisme de la commune, a été remis au commissaire enquêteur un document de 5 pages (simple recto) concernant des remarques sur le dossier de PPRI de la Liane relatives à des imprécisions des documents, notamment cartographique, ne permettant pas d'apprécier les conséquences du PPRI sur les projets communaux.

Le document sera complété et annexé au registre d'enquête par la commune avant la prochaine permanence d'un commissaire enquêteur fixée au 10 décembre.

La commune doit également adresser à « Registre numérique » une copie du registre comportant cette contribution communale.

**COMPTE-RENDU DE PERMANENCE EN MAIRIE DE
SAMER.....**

le 10 dcembre 2020 de 14h00à 17h00 - CE :Alain LEBEK.....

Contrôle de l'affichage :

Affichage réglementaire :.....Présent.....

Autre publicité :.....

Déroulement de la permanence :

Nombre de visiteurs reçus :.....2.....

Nombre de courriers reçus et annexés au registre :.....1.....

Nombre d'observations déposées :.....1.....

Thématiques des observations :.....

.....Travaux à réaliser.....

Contrôles :

Vérification de la présence de toutes les pièces du dossier :...présentes.....

Vérification du registre papier et des observations portées depuis la dernière permanence :.....aucune observation.....

Divers :

.....La mairie de Carly...a déposé une délibération du conseil municipal approuvant le PPRi avec observations, cette délibération est identique à celle figurant au bilan de concertation du dossier d'enquête.....

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE TELEPHONIQUE

le 9 novembre 2020 de 14 h 00 à 17 h 00

Au domicile de Mr LEBEK AlainCommissaire-Enqueteur

Rendez-vous de : AUCUN RENDEZ-VOUS N'A ETE SOLLICITE.

Fin de la permanence à 17h00.

COMPTE-RENDU DE PERMANENCE TELEPHONIQUE

Le 17 novembre 2020 de 9h à 12 h – CE : Gérard BOUVIER

Début de la permanence à 9h00

Cette permanence a été tenue conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral en date du 1^{er} octobre 2020 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ayant pour objet le Plan de Prévention des Risques inondation (PPRi) du fleuve Liane.

Au cours de cette permanence, le commissaire enquêteur n'a reçu aucun appel du public malgré qu'une personne avait réservé une » plage horaire » de 10h10 à 10h25 pour un entretien avec lui.

Fin de la permanence à 12h00.

COMPTE RENDU DE PERMANENCE TELEPHONIQUE

Le 30 novembre 2020 de 14h à 17h

Commissaire enquêteur ; Christian Lebon

Aucun créneau horaire n'a été réservé et aucun entretien mené au cours de cette permanence.

3.8 Bilan des auditions des maires

Les membres de la commission d'enquête ont entendu les maires des communes concernées par le projet de PPRi du bassin versant de la Liane, ou à de rares exceptions un adjoint au maire ayant reçu délégation à cet effet. Cette procédure a été mise en œuvre en application de l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'ouverture de l'enquête pris le 1^{er} octobre 2020 par Monsieur le préfet du Pas de Calais.

Il convient de noter que les avis des conseils municipaux concernés étaient annexés aux registres d'enquête mis à la disposition du public.

La totalité des maires (ou adjoints mandatés) ont été auditionnés à l'occasion des permanences tenues par les commissaires enquêteur, ou de rendez-vous spécifiques à cet effet ou enfin à l'occasion de rendez-vous téléphoniques à l'instar et pour les mêmes raisons que celles évoquées à l'article 7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2020, à savoir le contexte sanitaire.

Il apparaît que nombre de maires actuellement en fonction n'exerçaient pas celle-ci lorsque les conseils municipaux ont délibéré dans le délai imparti qui expirait le 21 février 2020, tout en ayant conscience que leur avis serait réputé favorable tacitement. Lors des auditions la quasi totalité des maires ont fait leurs observations formulées à cet effet.

Le compte rendu complet des auditions des 32 communes est joint au présent rapport d'enquête en annexe au rapport.

Analyse et synthèse des auditions

- l'examen des auditions des 32 maires du périmètre du projet de PPR I met en évidence en premier lieu la dichotomie géographique et naturelle (régime hydrographique et hydraulique) entre les communes situées en amont et dans la partie médiane de la vallée , exprimant globalement un ressenti de péril faible par rapport au phénomène de l'inondation voire des ruissellements et celles (concentrant la majeure partie de la population du bassin versant) situées dans la partie aval du fleuve ou le ressenti du péril semble plus prégnant.
- En second lieu les auditions révèlent un consensus notable au regard de l'utilité et de la nécessité de conduire la mise en place du processus du plan de prévention du risque inondation au sein de la vallée de la liane.

- De même il ressort de cet examen un sentiment de satisfaction quant à la prise en compte du paramètre « ruissellement » dans la conception du projet en complément aux risques liés aux débordements.
- Par ailleurs et globalement, la majorité des communes estiment que l'impact financier éventuellement supporté par les habitants en suite de l'application du PPR I peut-être estimé très faible à nul (à l'exception de moins-value immobilière ponctuelle
- globalement et sans mésestimer son impact, le projet de PPRI est jugé relativement peu contraignant au regard des projets communaux, compte tenu de l'adoption récente de PLUI déjà contraignants en termes d'urbanisation et développement..

Toutefois quelques communes fortement urbanisées et situées à proximité de l'estuaire expriment un ressenti différent au regard des contraintes potentiellement engendrées par le projet.

Il s'agit notamment : de la commune de Saint-Léonard (très sensibilisée par le maintien crucial des activités économiques, leur devenir et développement sur la zone d'activité et d'industrie de la liane).

De même la commune de Boulogne-sur-Mer rappelle sa préoccupation relative à divers projets de développement d'habitat urbain (zone des boulevards Daunou-Baucerf-Conte, rue Hédouin, ainsi que de l'aménagement de la rue de Vauxhall)

La commune d'Outreau pour ce qui concerne le projet d'aménagement de la future caserne de pompiers du centre de secours principal prévu sur la zone dite « du Resurgat. »

Enfin La commune de Baincthun s'inquiète pour certains projets de développement municipaux de services à la population.

Ces préoccupations et réserves, ont fait l'objet, pour la plupart d'observations au cours de consultation préalable, parfois réitérée au cours de la consultation publique de la présente enquête.

3-9 autres consultations et auditions de la commission d'enquête

Dans le cadre des dispositions du code de l'environnement relatives à l'enquête publique, le président de la commission consulte les 18 et 19 novembre 2020, la responsable du projet du GEMAPI boulonnais (communauté d'agglomération du boulonnais :CAB) ainsi que Madame Alexandre directrice du

syndicat mixte SYMSAGEB (syndicat mixte pour le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Boulonnais) porteur du PAPI du Boulonnais.

Ces consultations ont concerné la thématique exposée ci après :

Inter actions du PPRI de la Liane avec le Plan d'Action de Prévention des Inondations (PAPI complet) du Boulonnais et du plan de Gestion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (GEMAPI) du Boulonnais.

- Le GEMAPI du Boulonnais, à compétence obligatoire et exclusive des EPCI à fiscalité propre, a été mis en place à compter du 1^{er} janvier 2018 par la loi.
Il est porté par la communauté d'agglomération du Boulonnais (CAB) pour le périmètre de son territoire. Conformément aux textes en vigueur, la partie Prévention des Inondations pouvant être transférée à des syndicats mixtes par délégation conventionnelle, pour des raisons de compétence et de pertinence de territoire, elle a été confiée au syndicat mixte du SYMSAGEB établissement public territorial de bassin du Boulonnais (dont le territoire correspond à celui du SAGE).
- Le SYMSAGEB est également le porteur du PAPI complet du Boulonnais de 2^e génération (2018–2023). À ce titre il gère le volet intervention et prévention des inondations comprenant les missions dédiées au ralentissement des inondations et de la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens au travers des travaux. Le PAPI du Boulonnais 2^e génération s'est doté d'un budget d'environ 13 millions d'euros (contre environ 4,5 millions d'euros pour le PAPI de la première génération).
Les actions à mener contre le ruissellement en amont des réseaux, le ruissellement pluvial et la gestion des inondations par ruissellement relevant de la pluviométrie entrent dans son champ de compétence (travaux et aménagements).
Dans ce cadre ont d'ores et déjà été réalisés notamment des ouvrages de 3 bassins de rétention sur les communes de Baincthun, Echinghen et de Condette (dans le périmètre du PPR I).
Pour l'horizon 2023, 3 nouveaux bassins de rétention sont programmés.
- Bien que les ouvrages doivent apparaître « transparents » au regard des dispositions du projet de PPRI, et que la période d'efficacité de retour de ces ouvrages est inférieure à celle de l'aléa de référence du PPRI de la Liane, la réalisation de ces travaux de lutte contre les

inondations et du ruissellement , contribue à l'efficacité globale de la stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI) devant impliquer les territoires dans la cohérence et la synergie des actions à mener dans ce sens.

IV – EXAMEN DES AVIS EXPRIMES

4.1 Avis de l'autorité Environnementale et des Personnes Publiques Associées

Par décision du 3 juin 2019, l'Autorité Environnementale a décidé que la révision du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la Liane n'était pas soumis à autorisation.

L'Autorité note que :

- le PPRI de la Liane s'inscrit dans le cadre géographique du Programme d'Actions et de Prévention des Inondations du Boulonnais (PAPI) labellisé en 2017,
- seule la commune de Saint-Léonard voit ses zones d'aléas forts augmenter, alors que les 13 autres du PPRI initial ont des changements limités,
- le caractère limité des surfaces susceptibles de faire l'objet d'une restriction d'urbanisation n'est pas de nature à induire une tension sur le foncier,
- la révision du PPRI n'est pas susceptible d'avoir des conséquences notables sur l'environnement et sur la santé humaine.

Par lettre du 5 décembre 2019, vingt-sept (27) Personnes Publiques Associées ont été consultées pour information, ainsi que l'association Saint-Léo-Hors- d'Eaux.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais à émis un avis sans observation.

L'Architecte des Bâtiments de France du Pas-de-Calais a émis un avis avec une remarque règlementaire.

4.2 Avis des Conseils Municipaux et des EPCI

Les trente-deux (32) communes concernées par le PPRI de la Liane, ont été consultées, par lettre du 5 décembre 2019, de Monsieur le Préfet du Pas de Calais.

Les onze (11) Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à compétence d'urbanisme, dont le territoire est couvert en tout ou partie par le PERI ont été consultés dans les mêmes conditions.

En application de l'article R 562-7 du Code de l'Environnement les communes et les EPCI disposaient d'un délai de 2 mois pour émettre leur avis.

Sept (7) communes ont délibéré sur le projet de **PPRI**.

Les communes de Baincthun et de Carly ont émis un avis favorable.

Les communes de Echinghen, Outreau, Saint-Etienne au Mont, Saint-Martin-Choquel ont émis un avis favorable avec réserves.

La commune de Saint-Léonard a émis un avis défavorable.

Les communes de Boulogne sur Mer, Saint-Martin les Boulogne ont émis des observations sans délibérer, faute de temps dans le délai imparti.

Les avis des vingt-trois (23) autres communes sont donc réputés favorables.

La Communauté d'Agglomération du Boulonnais a émis un avis favorable avec une réserve (règlement du parc d'activités de la Liane), qui, si une suite positive ne lui était pas donnée, entraînerait sa transformation en avis défavorable.

Parmi les dix (10) autres EPCI, à vocation d'urbanisme, seuls ont répondu le Département du Pas-de-Calais (avis favorable) et la chambre d'agriculture (deux remarques).

L'avis des huit autres EPCI, à vocation d'urbanisme, peut donc être considéré comme réputés favorables.

V – LA CONSULTATION PUBLIQUE

5.1 Relation comptable des observations :

A l'issue de la consultation publique, la commission dénombre 33 contributions recueillies au cours des permanences tenues en « présentiel » et 62

contributions déposées sur « registre numérique ».

Le registre dématérialisé a par ailleurs constaté 521 téléchargements afférents aux pièces du dossier d'enquête publique sur la durée de la consultation illustrant un intérêt soutenu au dossier d'enquête.

5.2 Réunion publique – Durée de l'enquête : l'application de l' -art L123.9- et maintient la durée initiale de l'arrêté (fixée à 39 jours consécutifs).

Lors de sa réunion de mi enquête, et compte tenu de l'observation des conditions du déroulement de la consultation publique en cours , la commission décide de ne pas prolonger la durée initiale de l'enquête par l'application de l' -art L123.9- et maintient donc la durée initiale de l'arrêté (fixée à 39 jours consécutifs).

De même la tenue d'une réunion publique n'a pas été jugée pertinente, tant sur le fond en complément de la phase de concertation que sur la forme (période de crise sanitaire et de confinement restreint)

5.3 Procès-verbal de synthèse des observations :

Le procès verbal de synthèse a été notifié et commenté par la commission au siège du MO (DDTM62 à Arras) le 17 décembre 2020) dans les délais réglementaires.

L'ensemble des contributions sont reprises de manière exhaustive et chronologique au sein de ce procès-verbal , qui figure en seconde partie du rapport d'enquête publique.

De manière synthétique L'examen de ces contributions conduit aux remarques suivantes :

une majorité des observations recueillies apparait se situer hors du cadre juridique stricto sensu de l'objet du PPRI.

En effet il est rappelé que le plan de prévention du risque inondation ne concerne pas la programmation de travaux. De même la présence d'ouvrage d'aménagement hydraulique doit être considérée comme « transparente » pour l'élaboration de ce plan de prévention.

Ce cadre liminaire étant exposé, l'analyse des contributions permet de dégager globalement les thématiques suivantes :

- remarques, questionnements, contestations, propositions relatives

directement au zonage et règlement du PPRI.

- Observations, remarques, propositions relatives :
aux impacts négatifs imputés à l'envasement et au manque d'entretien du réseau hydrographique de certaines zones couvertes par le périmètre du PPRI, et estimés ainsi contributifs au phénomène des inondations.
- Impacts négatifs imputés à certains ouvrages liés à l'évacuation des eaux : essentiellement les busages (ouvrage estimés sous dimensionné ou jugé non pertinent)
implication et positionnement d'ouvrage de rétention ou retenue existant ou futur.
- Proposition d'étude, de conception et de réalisation d'aménagements et travaux destinés à contrecarrer les effets des phases d'inondation.
- Déclarations et exposés « d'intérêt général » exprimant des avis relatifs à l'environnement naturel du périmètre de l'enquête publique, et son aménagement.
Notamment les déclarations récurrentes relatives à l'implication de pratiques culturales devant être modifiées selon les contributeurs (« retournement de prairies » mal contrôlé, prolifération excessive des parcelles dédiées à la culture du maïs engendrant lessivage des sols en période hivernale, destruction des haies bocagères...)
- Des préconisations d'aménagement de l'espace naturel destinées à lutter contre le phénomène de ruissellement par des solutions et des méthodes dites « douces » (réintroduction de zones prairiales, de haies bocagères, installation de fascines, noues et bandes herbacées, réhabilitation de fossés herbacés, création de fossés à redent...)
- Exposés d'observations et de situations personnelles en rapport avec les phénomènes d'inondation et ruissellement ne comportant pas de demande particulière.
- La problématique du maintien de la dynamique et du devenir des activités de la zone industrielle et commerciale éponyme « de la Liane » essentiellement située sur le territoire de la commune de Saint-Léonard, fait par ailleurs l'objet de plusieurs observations émanant tant des usagers de cette zone que des collectivités locales.

Enfin le rôle et l'influence fonctionnelle du barrage Marguet au sein des épisodes d'inondation est également évoqué, ainsi que de manière récurrente, l'envasement du bassin de plaisance situé en amont dudit barrage.

5.4 Mémoire en réponse du MO et avis de la commission :

Le « mémoire en réponse » a été transmis au président de la commission le 30 janvier 2020. Les réponses et observations du maître d'ouvrage aux questionnements de la commission (exposés au sein du procès-verbal de synthèse) et l'avis de cette dernière sur ces réponses, est repris en suite de ces dernières, sur le même document figurant en seconde partie du rapport .

VI – CONCLUSIONS DU RAPPORT

L'enquête publique, ouverte par arrêté préfectoral en date du 1^{er} octobre 2020, s'est déroulée du lundi 02 novembre 2020 au jeudi 10 décembre 2020 dans de bonnes conditions d'organisation malgré le contexte lié à la situation sanitaire du pays en cette période.

Il convient de souligner la grande disponibilité des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas de Calais, représentant la Maîtrise d'Ouvrage, répondant dans les meilleurs délais et de façon exhaustive aux questionnements et demandes de compléments formulés par la commission d'enquête.

La commission a observé que les moyens mis en œuvre pour l'information du public ainsi que les possibilités qui lui étaient offertes de formuler leurs observations, leurs propositions et contre propositions avaient été adaptés à la situation.

En effet, outre les moyens habituellement mis en œuvre, c'est à dire la tenue de permanences en présentiel des commissaires enquêteurs ainsi que l'ouverture d'un registre numérique pour la formulation d'observations par voie électronique dès l'ouverture de l'enquête jusqu'à sa clôture, des possibilités de contacter l'un des commissaires enquêteurs lors de permanences téléphoniques ont été offertes au public, même si force est de constater que ces dernières ont été peu utilisées, le public préférant manifestement s'entretenir en présentiel avec un commissaire enquêteur.

Le public a indiqué avoir apprécié l'importante communication faite pour le projet de PPRi ainsi que pour l'annonce de l'ouverture de l'enquête, qu'elle soit par voie de presse que par l'affichage d'avis in situ. Le public a également apprécié le choix des sites retenus pour la tenue des permanences par les commissaires enquêteurs.

Toutes les observations reçues par la commission d'enquête, qu'elles émanent des élus, à l'occasion des audits réalisés, que de la population et des associations, ont été, de manière exhaustive, exposées chronologiquement au maître d'ouvrage dans un procès-verbal remis au siège de la DDTM 62 à Arras le 17 décembre 2020.

Le mémoire adressé par ce service, dans le temps imparti (et par courriel le 30 janvier 2020) fait montre d'une volonté de répondre de manière pragmatique aux observations formulées tant par les citoyens, que par les élus des communes ou de leurs groupements ainsi que par la commission d'enquête.

Nos conclusions partielles sur le projet de Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRi) du bassin versant de la Liane présenté à l'enquête, sur les observations recueillies et sur les réponses apportées par la DDTM 62 dans son mémoire, le tout aboutissant à notre avis et conclusions motivées, font l'objet du document n° 2 distinct et joint au présent rapport.

Arras le 5 janvier 2021

Christian LEBON

Président de la commission d'enquête



Gérard BOUVIER

Commissaire enquêteur titulaire



Alain LEBEK

Commissaire enquêteur titulaire

VII – ANNEXES

Au document n°1 « rapport d'enquête » présenté en deux parties, est joint le document suivant :

L'« annexe au rapport d'enquête » comprenant notamment les auditions réglementaires des maires du périmètre , les comptes rendus des réunions tenues par la commission avec le MO et en configuration interne ainsi que les documents relatifs à la publicité de l'enquête.

Le document n°2 « conclusions motivées et avis » est présenté séparé sans annexe.

VIII - LEXIQUE

AOE : Autorité Organisatrice de l'Enquête

CAB : Communauté d'Agglomération du Boulonnais

COCON : Comité de Concertation

COTEC : Comité Technique

DDTM : Direction Départementale des Territoires et de la Mer

ENU : Espaces Non Urbanisés

ERP : Etablissement Recevant du Public

EU : Espace urbanisés

GEMAPI : (loi) Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des inondations

LIDAR : détection et estimation de la distance par la lumière

PAPI : Plan d'Actions de Prévention des Inondations

PCS : Plan Communal de Sauvegarde

PLU : Plan Local d'Urbanisme

PLUi : Plan Local d'Urbanisme intercommunal

PPRi : Plan de Prévention des Risques d'inondation

PPRN : Plan de Prévention des Risques Naturels

SAGE : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux

SYMSAGEB : Syndicat Mixte pour le SAGE du Boulonnais